

Fédération de Russie



État d'Europe et d'Asie, limité au nord-ouest par la Finlande, l'Estonie et la Lettonie, à l'ouest par la Biélorussie, au sud-ouest par l'Ukraine, au sud par la Géorgie et l'Azerbaïdjan, au sud-est par le Kazakhstan, la Mongolie et la Chine, et baigné au nord par la mer Blanche et l'océan Arctique, au nord-ouest par la mer Baltique, au sud par la mer Noire et la mer Caspienne, et à l'est par l'océan Pacifique. Premier État du monde par la superficie : 17 075 400 km² ; 144,8 millions d'habitants (*Russes*). Capitale : *Moscou* .

Nation millénaire, la Russie a cherché son territoire pendant des siècles. Sa géographie est perpétuellement à refaire, chaque fois dans un contexte historique nouveau. Mosaïque de principautés, cœur de l'empire des tsars aux limites sans cesse repoussées puis de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), la Russie est depuis 1992 la Fédération de Russie, héritière dans ses frontières de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) ; elle regroupe aujourd'hui 89 entités («sujets») administratives : 21 républiques, 49 régions (*oblast*), 10 arrondissements autonomes (*okroug*), 6 territoires de la frontières (*krai*), 1 région autonome et 2 villes fédérales (Moscou et Saint-Pétersbourg).

Après l'éclatement de l'URSS, la reconversion d'un système économique en faillite a un coût social très élevé, la perte des repères familiers a engendré une crise de la société sans précédent. La Fédération même est menacée dans son intégrité par les volontés d'indépendance qui se font sentir, à l'exemple de la Tchétchénie ou du Tatarstan. La Russie du début du XXI^e siècle est un État à reconstruire et à recomposer.

Géographie physique

Avec une superficie de 17 075 400 km² (31 fois la France), la fédération de Russie demeure le plus vaste État du monde ; c'est aussi l'un des rares pays dont le territoire soit à cheval sur deux continents, pour un quart en Europe, pour les trois quarts en Asie.

Relief et hydrographie

L'immensité et la platitude, voilà ce qui caractérise le relief de la Russie, généralement qualifié de «monotone». Ce gigantesque espace s'étire sur 10 000 km de la mer Baltique à l'ouest à l'océan Pacifique à l'est, et sur 3 000 km de l'océan glacial Arctique au nord à la mer Caspienne au sud. Le territoire est constitué d'une succession d'immenses plaines et plateaux bordés au sud et à l'est par des chaînes de montagnes de haute altitude, respectivement le Caucase et les chaînes montagneuses d'Extrême-Orient ; considérée comme la frontière naturelle entre l'Europe et l'Asie, la chaîne de l'Oural, en revanche, constitue une ligne au relief peu accentué.

La Russie d'Europe

Situé à l'ouest de l'Oural, le territoire de la Russie d'Europe est une vaste plaine dont l'altitude moyenne est inférieure à 200 m. La plaine russe forme en fait une succession de glacis à pente insensible, confondus habituellement sous le nom de «table russe». On rencontre cependant quelques hauteurs comme les monts de Khibiny (1 191 m), situés dans la presqu'île de Kola ou le plateau des Valdaï (343 m au mont Kamenik), dans la région de Moscou, sorte de château d'eau de la plaine européenne puisque la Dvina occidentale, le Dniepr et la Volga y prennent leur source. Plus long fleuve d'Europe, tributaire de la mer Caspienne, la Volga (3 531 km), avec ses deux affluents principaux, la Kama et l'Oka, arrose la partie orientale de la plaine. La région est bordée à l'est par l'Oural, massif qui marque sur plus de 2 000 km la limite entre la Russie d'Europe et la Sibérie. Ses alignements de rides héritées de plissements de l'époque primaire, qui se tiennent entre 1 500 et 1 800 m d'altitude, culminent au mont Narodnaïa (1 894 m). Particulièrement riche en ressources minérales, surtout dans ses parties centrale et méridionale, l'Oural est l'une des grandes régions industrielles de la Russie.

Irriguée par le Don (1 870 km), la partie méridionale de la Russie, bordée à l'ouest par la mer d'Azov et à l'est par la mer Caspienne, possède des sols de terres noires particulièrement fertiles (tchernoziem). Elle est limitée au sud par le Caucase, complexe de chaînes volcaniques associé aux domaines orogéniques récents de l'Asie occidentale, encore fréquemment sujet aux tremblements de terre. À l'extrême sud, le Grand Caucase, qui marque la frontière avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan, culmine à l'Elbrouz (5 642 m). Région difficilement pénétrable, il est creusé de petites vallées transversales, sans communication les unes avec les autres, sillonnées de fleuves qui vont se jeter dans l'avant-pays caucasien, la Ciscaucasie, un vaste plateau encadré par le Terek, tributaire de la mer Caspienne, et le Kouban qui coule vers la mer Noire.

Bordée par la mer Blanche et la mer de Barents, dépendances de l'océan glacial Arctique, la partie nord de la plaine russe est une zone mal drainée, qui compte plusieurs lacs hérités des glaciations de l'ère quaternaire, comme le lac Ladoga, le plus grand d'Europe (18 400 km²) et le lac Onega (9 900 km²).



La Sibérie et l'Extrême-Orient russe



À l'est de l'Oural, la plaine de Sibérie occidentale, zone de basses terres, couverte de lacs et de marécages, s'étend sur plus de 2 000 km, jusqu'à l'océan glacial Arctique (mer de Kara) ; elle est principalement arrosée par l'Ob (3 700 km) et son affluent, l'Irtych. Au-delà de l'énisseï (3 487 km), le vaste plateau de Sibérie centrale, d'une altitude variant de 300 à 1 200 m, s'étire de l'océan glacial Arctique (mer des Laptev) aux hautes montagnes de l'Altaï (4 506 m au mont Beloukha) et aux monts Sayan (3 491 m au Mounkou Sardyk), chaînes qui marquent la frontière avec la Mongolie. Très riche en gisements minéraux, la région abrite aussi le lac Baïkal (31 685 km²), la plus vaste réserve d'eau douce de la planète.

À l'est de la Lena (4 400 km), du détroit de Béring au nord-est à la mer du Japon au sud-est, l'Extrême-Orient russe forme une région montagneuse, encadrée par les monts de la Kolyma (1 962 m) au nord, les monts Tcherski (3 147 m) et de Verkhoïansk (2 389 m) au centre, les monts Stanovoï (2 999 m) et Djougjour (1 906 m) à l'est, les monts Iablonoyï (1 680 m) au sud-ouest, les monts Sikhote-Aline (2 077 m) au sud-est. Principal fleuve de la région, l'Amour (4 354 km) indique la frontière avec la Chine (Mandchourie). Au nord-est, la péninsule du Kamtchatka, zone montagneuse (monts Koriakski, 4 750 m) et hautement sismique, s'avance entre la mer de Béring et la mer d'Okhotsk. Dans le prolongement, les îles Kouriles sont baignées à l'est par l'océan Pacifique, limite orientale du territoire de la Fédération de Russie.

Climat

Dans l'ensemble de plaines et de bas plateaux qui va de la Pologne à l'Oural, et, au-delà, en Sibérie et en Extrême-Orient, des mers glacées aux pêcheries d'esturgeons de la Caspienne, ce ne sont ni le relief ni même la topographie qui individualisent les ensembles géographiques. Le climat et, sous son influence, la répartition de la végétation naturelle, se chargent ici d'opérer des distinctions. Sa description tient en deux mots : continentalité et zonalité, le premier projetant l'image d'hivers longs et froids, d'été chauds et courts, de saisons intermédiaires réduites, le second celle de la végétation naturelle et des péripéties du peuplement.

Le territoire russe s'étendant du cercle polaire arctique au 45^e parallèle, soit en avant du Caucase, l'effet de latitude croise celui de la continentalité : au nord, l'absence de reliefs marqués favorise la pénétration des masses d'air froid, tandis que les chaînes montagneuses qui bordent le pays au sud font barrage aux masses d'air tropical.

La continentalité a pour double effet de produire de fortes amplitudes thermiques et de diminuer la somme des précipitations annuelles. La température moyenne est inférieure à 0 °C pendant cinq mois sur l'ensemble du territoire. Au nord, le littoral arctique, pris par les glaces durant la majeure partie de l'année, subit un climat polaire. En Sibérie et en Extrême-Orient, le climat, particulièrement rude, possède un caractère hypercontinental, et l'amplitude thermique est

très importante : à Verkhoïansk, dans le nord de la Sibérie, on enregistre des températures moyennes de $-50,5^{\circ}\text{C}$ en janvier et de 15°C en juillet. La majeure partie de la Russie d'Europe, la zone méridionale de la Sibérie occidentale et le sud-est de la Russie extrême-orientale (région de Vladivostok) connaissent un climat continental modéré, localement adouci par les influences de la mer Baltique et de l'océan Pacifique : à Moscou, il fait en moyenne -10°C en janvier, 19°C en juillet. Au sud, la région de la mer Noire jouit d'un climat méditerranéen. Le printemps, toujours bref, surgit de façon brutale ; la période de la fonte des neiges alimente alors un lent écoulement de boue qui arrête toute circulation pendant deux à trois semaines : c'est la *raspoutitsa*.

Second effet de la continentalité, on enregistre la progressive réduction des précipitations d'ouest en est et du nord au sud : 650 mm par an à Saint-Petersbourg, moins de 500 mm à Moscou, moins de 200 mm à la tête du delta de la Volga, 650 mm aux frontières de la Biélorussie pour moins de 500 mm au pied de l'Oural, à la même latitude, 300 mm dans les régions arctiques, 200 mm à Irkoutsk en Sibérie centrale, 400 mm dans la zone de la mer Caspienne. Si 90 % du territoire reçoit en moyenne moins de 600 mm de pluie par an, les précipitations restent suffisantes pour assurer une couverture de neige permanente de novembre à la fin avril.

Sols et végétation

La végétation naturelle identifie parfaitement les grands ensembles climatiques enregistrant les effets combinés des variations de température et de la distribution des précipitations.

Des frimas du Nord aux brûlures des rives de la mer Caspienne, les précipitations n'assurent qu'une végétation assez pauvre et monotone par rapport à la répartition des températures. Les formations végétales se disposent en grandes bandes approximativement conformes à la disposition de parallèles.



☞ Au nord, le désert froid est piqué de touffes de plantes fragiles. Il est tapissé des mousses de la toundra, formation végétale qui permet la vie pendant seulement quelques semaines en été, lorsque le sol, profondément gelé en permanence (*merzlotà*), connaît un dégel superficiel. Au sud, les arbres s'aventurent progressivement avant de s'imposer pour constituer une masse dominée par les conifères : c'est le domaine de la taïga, immense forêt boréale qui s'étend du nord de la Russie d'Europe à l'Extrême-Orient ; parsemés de marécages, les sols restent pauvres : ce sont des sols gris, les podzols. Au-delà, enrichie de bouleaux et de peupliers, la forêt devient mixte. Sur le 60^e parallèle, à Saint-Petersbourg, et plus au sud dans le bassin de la Volga, la forêt de feuillus s'associe aux peuplements de conifères (sapins, mélèzes), de chênes et de charmes ; elle domine dans la partie orientale de la plaine européenne et dans le sud de l'Extrême-Orient russe. Les sols passent du gris cendré au brun, les clairières sont plus fréquentes, entourant généralement des marais ou des étangs.

☞ Au sud s'étendent des horizons illimités, sans arbres jusqu'aux hasardeuses plantations de « coupe-vent », le long des fleuves et des rivières : c'est la steppe, du russe *step*, qui désigne une étendue couverte d'herbes et de graminées, dont le sol poudreux, de couleur sombre, le *tchernoziem*, est le trésor de l'agriculture. Plus loin, en approchant de la mer Caspienne, l'herbe sèche dès le début de l'été, les sels remontent à la surface d'un sol qui devient blanchâtre ; on perçoit les caractéristiques du semi-désert conduisant à la mer d'Aral, en perdition. Au sud-ouest, la douceur des rivages de la mer Noire a permis le développement d'une végétation de type méditerranéen et de cultures subtropicales (vigne, agrumes, thé).

Ressources naturelles et environnement

La Russie possède des ressources naturelles à la mesure de son gigantesque territoire : des terres parmi les plus fertiles (tchernoziem), un quart des réserves mondiales de bois, un immense potentiel hydraulique mis au service de l'irrigation et de la production d'électricité, des ressources minérales presque infinies (un tiers des réserves mondiales de charbon, les premières réserves mondiales de gaz naturel, les huitièmes de pétrole, de l'or, du minerai de fer, du nickel, du manganèse, du plomb, de l'étain, de l'argent, du mercure, etc.).

Cependant, l'exploitation de ces richesses, localisées pour l'essentiel en Sibérie et en Extrême-Orient, se révèle difficile en raison des distances et du climat rigoureux qui handicape les transports, terrestres ou maritimes, et retarde la mise en valeur de ces régions.



La Russie se trouve pourtant aujourd'hui face à un bilan écologique désastreux : l'immensité du territoire, l'importance des ressources et les impératifs de la productivité ont conduit les autorités soviétiques à mettre en œuvre des programmes d'exploitation et d'industrialisation sans se soucier de l'environnement. Des équipements et des infrastructures obsolètes, des sols, des eaux et un air pollués en sont le résultat. L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine (1987) ou l'assèchement de la mer d'Aral située entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan actuels en sont les exemples les plus dramatiques ; à la fin des années 1980, le gouvernement soviétique considérait qu'un habitant sur 5, et près de 1 sur 2 en milieu urbain, vivait dans des zones « sinistrées » représentant 1/5^e du territoire.

Héritière d'un territoire en danger, la Fédération de Russie tarde encore à mettre en place une véritable politique de l'environnement : dans un pays en pleine mutation, la protection des ressources naturelles demeure un objectif secondaire.

Population

La population de la Russie contemporaine diminue de façon rapide depuis 1992. Estimée à 144,8 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2001, elle était de 148,4 millions d'habitants neuf ans auparavant. Elle a donc perdu plus de 3,5 millions d'habitants durant cette période. Cette baisse, qui devrait se prolonger encore plusieurs années, probablement au moins jusqu'au milieu de la prochaine décennie, s'explique par la conjonction de trois facteurs : une histoire démographique dramatique, tout au long du XX^e siècle, qui a profondément bouleversé la pyramide des âges ; une détérioration de l'état de santé de la population depuis la fin des années 1960 ; une conjoncture défavorable, conséquence plus ou moins directe des dix années 1990-2000 de profondes transformations socio-économiques.

Démographie

La structure actuelle de la population russe est fortement marquée par l'histoire démographique de la période 1917-1990. La répartition de la population de la Russie contemporaine selon l'âge est caractérisée par de très fortes variations, où les générations creuses succèdent aux générations nombreuses. Ainsi, les grandes crises qui ont marqué l'histoire soviétique (Première Guerre mondiale, Révolution et Guerre civile ; famine de 1932-1933 ; Seconde Guerre mondiale ; etc.) ont laissé des traces profondes, encore visibles aujourd'hui, les générations nées durant ces périodes étant peu nombreuses. En écho, quelque 20 à 25 ans après, les générations issues de ces générations creuses sont également déficitaires. La conjoncture est de ce fait très souvent marquée par le passage de ces générations creuses à l'âge adulte, entraînant des variations importantes du nombre de naissances ou de décès, mais aussi des gros problèmes pour gérer le secteur social ou encore le secteur éducatif.

La conjoncture démographique contemporaine est également caractérisée par une mortalité exceptionnellement élevée pour un pays européen (espérance de vie masculine à la naissance de l'ordre de 60 ans ; espérance de vie féminine de l'ordre de 73 ans) et très fluctuante, alors que partout ailleurs en Europe la mortalité baissait régulièrement (à l'exception d'une partie des pays issus de l'URSS). Cette situation dramatique a une longue histoire. La mortalité a commencé à augmenter à la fin des années 1960, et la situation a stagné ou s'est détériorée tout au cours des années 1970 et durant la première moitié des années 1980. Au milieu des années 1980, des mesures énergiques de lutte contre l'alcoolisme permettaient une diminution sensible de la mortalité, qui fut cependant de courte durée. La situation s'est ensuite à nouveau, et brutalement, détériorée. On se trouve aujourd'hui dans une période de stagnation (hausse et baisse alternent d'une année sur l'autre). Cette forte mortalité s'explique d'abord par une mortalité accidentelle exceptionnellement élevée, provoquée en particulier par l'alcoolisme. Le taux de suicide en est d'ailleurs une autre expression. Enfin, le système de santé, peu efficace depuis des années et fragilisé par les récentes transformations socio-économiques, est toujours dans l'attente d'une réforme.

La fécondité, encore relativement élevée il y a une vingtaine d'années, a chuté considérablement, puisque l'indicateur de fécondité — 1,2 enfant par femme en 2000 — est aujourd'hui parmi les plus faibles en Europe. Cette situation est à nouveau le résultat de l'histoire longue et de l'histoire récente du pays. L'absence de contraception et le recours à l'avortement comme seul moyen de limitation des naissances — il y avait au début des années 1980 près de deux

avortements pour une naissance — ajoutés aux problèmes de logement, expliquent que les femmes russes, il y a encore une quinzaine d'années, se mariaient très jeunes et mettaient au monde un enfant très rapidement. La relation de type paternaliste entre les Soviétiques et l'État, qui permettait de dissocier indépendance économique et constitution de la famille, renforçait ces tendances. Or, depuis le début des années 1990, la contraception s'est répandue (le nombre d'avortements a baissé rapidement, mais reste malgré tout important), l'âge moyen au mariage s'est élevé, ainsi que l'âge à la naissance du premier enfant. Ces transformations ont entraîné une baisse très rapide de la fécondité, les jeunes femmes retardant leur première naissance alors que les femmes plus âgées avaient déjà mis au monde leurs enfants. Qui plus est, les transformations économiques ont renforcé le lien entre activité et fécondité, nombre de couples attendant des perspectives économiques plus stables avant de mettre au monde un enfant. Enfin, il semble bien que la descendance finale des femmes des jeunes générations sera inférieure à celle des générations précédentes.

D'autres changements profonds révèlent encore la transformation sociale observée aujourd'hui. Le mariage, traditionnellement universel en Russie, n'est plus la seule forme de vie en couple, et la cohabitation se développe rapidement, comme en témoigne la forte croissance des naissances hors mariage (plus de 20 % des naissances, aujourd'hui). La Russie se rapproche en cela des pays européens occidentaux, qui ont connu ce phénomène plus tôt. Le divorce reste, lui aussi, très élevé, la moitié environ des mariages étant interrompus ainsi.

Troisième composante de la croissance démographique, l'immigration vers la Russie a, juste après l'éclatement de l'URSS, fortement augmenté, compensant partiellement le déficit naturel des naissances. En fait, depuis le début des années 1970, les Russes avaient déjà tendance à revenir des autres républiques soviétiques vers la Russie. Cette tendance s'est fortement accélérée après 1991, le solde migratoire atteignant même plus de 800 000 personnes par an au milieu des années 1990. Russes, mais aussi titulaires d'autres nationalités antérieurement soviétiques, ont d'abord fui les zones les plus instables d'Asie centrale et du Caucase. Ils sont ensuite revenus massivement de tous les États de ces régions, y compris du Kazakhstan, où vit une communauté russe importante. En revanche, les migrations en provenance des États occidentaux de l'ex-URSS (pays Baltes, Ukraine, etc.) n'ont pas été aussi importantes. Aujourd'hui ces flux diminuent, les populations encore résidentes étant à l'évidence moins mobiles, et le solde migratoire est, en 2001, inférieur à 300 000 immigrants par an. Seul le Kazakhstan semble encore être le lieu de résidence de nombreux Russes probablement prêts à émigrer en Russie dans un avenir proche. Le bilan sur la décennie 1990 reste cependant très élevé, puisque cette période fournit un solde migratoire positif cumulé de presque quatre millions de personnes, qui sont donc venues compenser en partie le fort déficit naturel.

Les migrations vers l'étranger, hors de l'espace anciennement soviétique, nombreuses un temps, se sont aujourd'hui beaucoup atténuées, alors que les Russes sont en revanche plus mobiles, préférant une mobilité de courte ou moyenne durée à une émigration définitive. Durant la première moitié de la décennie 1990, sommet de la vague migratoire vers l'étranger, environ 100 000 personnes ont émigré chaque année de Russie vers des pays extérieurs à l'ancienne URSS, les trois destinations principales étant l'Allemagne (plus de 60 000 émigrés par an), Israël (plus de 10 000 émigrés par an) et les États-Unis (environ 10 000 émigrés par an). Ces flux se sont beaucoup ralentis, tant en raison de politiques d'accueil restrictives, ou d'une diminution des possibilités de migrations dites « ethniques » (Allemands et juifs de Russie essentiellement, qui ont bénéficié de conditions d'émigration favorables), que des opportunités économiques présentes en Russie aujourd'hui, plus importantes pour les personnes les plus actives qui constituent d'ordinaire les personnes les plus prêtes à émigrer.

Toutes ces tendances permettent de comprendre la baisse de la population russe, et son caractère inéluctable. Le nombre annuel de décès (2,1 millions) et le nombre de naissances (1,2 million) s'expliquent par la mortalité élevée et la fécondité basse, renforcées par une pyramide des âges défavorable, où les personnes âgées sont relativement nombreuses, alors que les personnes en âges de procréer sont aujourd'hui très peu nombreuses. Seule une immigration en provenance de l'étranger permettrait maintenant d'atténuer la baisse de la population, immigration qui semble devenir sensible aujourd'hui, en raison d'une forte offre en provenance des pays d'Asie centrale ou de la Chine, mais aussi d'autres pays frontaliers de l'ex-URSS, et d'un déficit de main-d'œuvre important, en particulier dans les grandes exploitations sibériennes.

Une Russie multinationale ?

Traditionnellement l'Union soviétique distinguait citoyenneté et nationalité, un habitant de Russie, de citoyenneté soviétique, pouvait être aussi de nationalité russe, ouzbek, tatar, ukrainienne, juive, etc. Cette identification n'a aujourd'hui plus le même sens, être ukrainien ou ouzbek renvoyant plus à une citoyenneté, alors qu'être tatar renvoie plus à une région qui a sa propre autonomie au sein de la Fédération de Russie. Il est donc difficile d'user des mêmes concepts, qui sont d'ailleurs fortement remis en cause en Russie même. La nationalité telle qu'elle était définie

auparavant ne figurera plus, en principe, sur les documents d'identité. Le prochain recensement la prendra cependant en compte.

Si on s'en tient à la définition traditionnelle, les Russes sont très fortement majoritaires dans la Fédération de Russie, puisqu'ils constituent 80 % de la population, cette proportion semblant stable depuis 1991. Les autres peuples sont cependant inégalement répartis sur le territoire, les Tatars, par exemple, qui constituent plus de 4 % de la population, étant très présents au Tatarstan. Ils revendiquent leur spécificité nationale et leur autonomie. Il en est de même pour quelques autres peuples (les lakoutes dans la république de Sakha, et d'autres peuples de Sibérie, plusieurs peuples du Caucase, dont, en particulier, les Tchétchènes).

Un peuplement très inégalement réparti

L'immense territoire russe (près de 17 millions de km²) est peuplé de façon très inégale, puisque près de 80 % de la population vit dans la partie européenne de la Fédération de Russie, sur un territoire qui ne représente qu'un quart de la surface totale du pays. La densité y atteint 27 habitants/km². La Sibérie présente à l'inverse une très faible densité de population (2,5 habitants/km²) se concentrant le long de la ligne du Transsibérien, au sud de cette région. L'Extrême-Orient russe, autour de Vladivostok (600 000 habitants), reste en revanche assez peuplé.

Les années de transformations qui ont suivi l'écroulement de l'URSS ont encore renforcé ces inégalités de peuplement. Les grands complexes industriels sibériens, en l'absence des subventions étatiques devenant peu attractifs, de nombreux habitants de ces régions sont repartis vers l'Ouest de la Russie ou vers l'Extrême-Orient.

Villes et campagnes

La Russie est restée très longtemps un pays rural, mais la croissance urbaine y a été particulièrement rapide, en particulier à la suite des profondes perturbations qui frappèrent le pays au début des années 1930, durant la collectivisation massive et contrainte de l'agriculture et l'industrialisation menée à marche forcée. La politique de Khrouchtchev relança cet exode rural. Des villes naquirent de nulle part, créées par décision des organes de planification. Elles virent affluer, ainsi que les grandes métropoles déjà existantes, une main-d'œuvre fuyant les campagnes collectivisées ou attirée par les nouveaux chantiers. Une politique favorisant les très grandes villes a fini par déterminer la forme de l'espace urbain russe, où près des trois quarts de la population résident et dans lequel, aujourd'hui, 13 villes millionnaires (terme classique de la littérature soviétique pour désigner les villes de plus d'un million d'habitants) regroupent près du quart de la population urbaine. Les deux villes principales sont Moscou (8,3 millions d'habitants) et Saint-Petersbourg (4,7 millions d'habitants). Il faut aussi souligner ici l'existence, longtemps dissimulée dans toutes les statistiques et sur toutes les cartes, de «villes fermées», désormais connues et n'ayant plus ce statut, qui portaient des noms de code. Bases du complexe militaro-industriel, elles disposaient d'un régime particulier qui en interdisait l'entrée aux étrangers. Ces 47 villes fermées regroupaient plus d'un million d'habitants.

La croissance des villes s'est cependant inversée au début des années 1990, la population urbaine diminuant au profit des campagnes durant la plus grande partie de la décennie 1990-2000. Il s'agissait d'un retour vers les villages de populations qui cherchaient ainsi à pallier les difficultés d'approvisionnement liées aux réformes économiques. Cette tendance s'est aujourd'hui interrompue et la concentration urbaine a repris, mais à un rythme lent.

Les campagnes sont constituées de petits villages dispersés sur un immense territoire. Les tentatives anciennes de «rationalisation» destinées à faire disparaître certains de ces villages ont échoué et la population rurale vit souvent dans des conditions précaires, avec en particulier un accès aux services sociaux et éducatifs insuffisant.

Un problème de données

Il n'est pas facile de connaître les tendances récentes et précises de la population en Russie, le dernier recensement complet de ce pays ayant eu lieu en 1989, alors que l'URSS existait encore. Les profondes transformations démographiques qui ont suivi, en particulier la recomposition migratoire de l'espace soviétique, rendent les estimations actuelles imprécises, même si les chiffres présentés correspondent à des ordres de grandeur très vraisemblables. Il faudra attendre fin 2002 ou même début 2003, date probable du prochain recensement, pour mieux connaître et comprendre les principales tendances démographiques. Malheureusement, ce nouveau recensement ne semble pas se présenter sous les meilleurs auspices. Il a déjà été reporté à maintes reprises et les tests effectués localement n'ont pas

connu un franc succès.

Économie



Les réformes entreprises, à partir de 1992, pour faire passer l'économie d'un modèle de planification centralisée au système de l'économie de marché (libération des prix, privatisations d'entreprises, réforme agraire, etc.), par Boris Eltsine et son équipe, se sont heurtées à l'opposition des conservateurs. Mais, en 1997, plus de 80 % des entreprises étaient déjà privatisées, l'État restant cependant propriétaire d'une grande partie du patrimoine, et notamment de plus de 3 000 entreprises «à caractère stratégique» exclues de la privatisation.

Sur les 126 973 entreprises publiques qui ont changé de statut depuis 1992, il conserve une part de capital dans 3 205 sociétés, qui va de 25 % à 50 % et plus dans 41,3 % d'entre elles. De surcroît, il dispose d'un droit de veto sur certaines questions comme la fusion ou la liquidation de l'entreprise dans 1 351 autres firmes (42,1 %). Sa marge d'intervention est d'autant plus grande, que les sociétés dans lesquelles il a toujours un droit de contrôle font partie des plus beaux fleurons de l'économie russe.

Après avoir connu une pause en 1996 du fait d'élections présidentielles et régionales, le processus des privatisations a repris en 1997. Au cours de cette même année, le président Eltsine n'a cessé d'affirmer la nécessité de contrôler les privatisations et de lutter contre l'arbitraire d'une oligarchie financière et, en juillet 1997, une loi cadre a été adoptée qui vise à rendre plus transparentes les procédures de privatisation.

En avril, un nouveau plan de privatisation au «cas par cas» a été mis en œuvre. Celui-ci, qui a concerné essentiellement de grandes entreprises (notamment 25 % du capital de la holding de télécommunications Sviazinvest emportée par le groupe russe Onexim, mais avec des apports extérieurs de G. Soros principalement, et 38 % du groupe Norilsk Nickel, acheté dans des conditions peu régulières en août 1997 par le même groupe Onexim), a dégagé d'importantes recettes.

La privatisation de la terre, en revanche, ne connaît guère de progression, une grande partie de la classe politique et de la population rejetant le principe d'une libre commercialisation des terres. Inscrit dans la Constitution de 1993 et objet de multiples décrets présidentiels, ce principe est absent du «Code foncier» élaboré sous l'influence des députés communistes et agrariens et voté par la Douma en juin 1997. Certaines régions, comme notamment la ville de Saint-Petersbourg, la République du Tatarstan, la région de Nijni-Novgorod et celle de Saratov, lassées d'attendre une décision de Moscou, ont pris la décision d'autoriser la vente libre de la terre, quel que soit son usage (agricole ou autre).

L'État a toutefois conservé le contrôle des secteurs «fondamentaux», comme les transports, une partie de l'énergie, des industries de pointe ou des communications. Le coût de cette nécessaire libéralisation économique est très élevé : la dissolution de l'URSS et la rupture des liens économiques traditionnels avec les républiques soviétiques et les pays du CAEM ont profondément désorganisé un système déjà fragile, contribuant à aggraver la crise économique qui s'accompagne d'une profonde crise sociale. Avec la libération des prix (janvier 1992), les Russes ont découvert l'inflation (1 350 % contre 299,8 % en 1994 et 15 % en 1997), avec les notions de profit et de rentabilité des entreprises, ils ont découvert le chômage, dont les chiffres officiels ne reflètent vraisemblablement pas toute la réalité (8,8 % en 1995, 9,9 % en 1996, 11,3 % en 1997) et, progressivement, le non-paiement des salaires ou le salaire payé avec retard, à l'origine de nombreuses grèves en 1998. Cette même année, le taux de croissance du pays a été négatif (-5 %), mais l'inflation a été plus limitée qu'il n'avait été annoncé : sur les 3 mois de la crise financière elle a été de 53 % et est revenue ensuite à des niveaux plus raisonnables (autour de 5 % par mois). Après le krach financier d'août 1998, les perspectives sont plus que jamais incertaines, d'autant plus que les investisseurs étrangers, inquiets face à une indéniable instabilité politique, et parfois découragés par un système encore archaïque, hésitent de plus en plus à investir en Russie. Les queues devant les magasins, tellement liées au paysage soviétique, qui avaient disparu, ont fait leur réapparition (et même à Moscou près de 2 heures de recherches et d'attente étaient nécessaires en septembre 1998 pour trouver du lait).

Une grande partie de la population se trouve exclue de la transition (plus d'un tiers des Russes vivent en dessous du seuil de pauvreté). L'appauvrissement tend à se généraliser et la crise financière d'août 1998 a également touché des

couches de la population qui avaient soutenu les réformes ou qui en étaient jusque-là bénéficiaires (dans le secteur du commerce et des services par exemple). Retraités et employés du secteur public ne perçoivent leurs maigres indemnités qu'avec plusieurs mois de retard ; l'État ne semble pas véritablement en mesure de lever l'impôt (en 1997, les rentrées fiscales n'ont représenté que la moitié des recettes prévues), la mafia gangrène toute l'économie et l'ensemble du corps social, le déficit budgétaire se creuse : l'État russe est au bord de la faillite. Le 17 août 1998, soit un mois à peine après l'octroi d'une aide massive du FMI de 22 milliards de dollars, le gouvernement russe n'a pu empêcher une dévaluation du rouble (à hauteur de 60 %) accompagnée d'un moratoire pour les banques et d'une suspension de remboursement de la dette intérieure. Du fait des engagements imprudents pris par les banques russes, la dévaluation a détruit la presque totalité des grands établissements. La Russie a ainsi connu un choc financier d'une extrême gravité qui s'est propagé sur les marchés internationaux et qui a entraîné à sa suite des pays comme l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie, avant d'atteindre, à la fin de 1998, les pays d'Asie centrale. L'ensemble du projet libéral de transformation de l'économie se voit ainsi mis en cause.

Agriculture

L'héritage

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, l'agriculture fut la seule ressource de la Russie. Malgré la rudesse des conditions naturelles, l'étendue des espaces accessibles à la culture et à l'élevage a assuré la subsistance de la population – de 60 à 80 millions d'habitants entre 1860 et 1920 – sur une superficie agricole estimée à une centaine de millions d'hectares, cinq fois celle disponible en France. Subsistance mais non satisfaction des besoins essentiels, puisque la population agricole de la Russie du début du XX^e siècle vivait dans la misère et une insécurité alimentaire due aux aléas du climat et à la faiblesse des moyens de production.

L'essentiel de l'espace agricole était situé dans la partie méridionale de la zone forestière, sous forme de clairières plus ou moins étendues, associées à un espace d'exploitation sylvicole et à des cuvettes marécageuses. Les exploitations privilégiées se trouvaient au sud, aux frontières de l'Ukraine, sur la terre noire, espace agricole pacifié et exploité à partir du XVIII^e siècle. Les récoltes, les produits de l'élevage, de la chasse et de la pêche assuraient plus ou moins régulièrement l'existence d'une population libérée du servage depuis 1861 et partagée entre de petites exploitations familiales de subsistance et le service des grands domaines seigneuriaux. La révolution de 1917 amorça une série de transformations qui bouleversèrent, à plusieurs reprises, l'économie agricole. La séquestration des biens de l'ancienne aristocratie, la formation d'une société rurale inégale, avec, à côté de l'économie villageoise familiale, le domaine des « nouveaux riches » – les koulaks –, furent suivies « de la grande révolution agraire » des années 1930, celle de la collectivisation, menée par la contrainte et souvent la terreur (entre 1929 et 1933 plus de 8 millions de personnes furent déportées), celle des plans quinquennaux impératifs répartissant les terres entre des coopératives (kolkhozes) et des fermes d'État créées initialement pour assurer le ravitaillement des populations urbaines (sovkhozes). À l'origine, la structure du kolkhoze associait les terres collectives à des micro-exploitations familiales, assurant une économie de subsistance et l'alimentation de marchés urbains complémentaires, seule forme de marché libre toléré (marchés kolkhoziens). Le dernier stade de la « révolution agricole » fut celui de la concentration de la population des kolkhozes et sovkhozes dans des centres d'habitat collectif, les agrovilles, dont la généralisation était loin d'être achevée quand le système fut remis en question.

Quel avenir pour une grande nation agricole ?

L'épilogue, amorcé par la perestroïka à la fin des années 1980, est la décollectivisation et le retour aux exploitations individuelles. Toutefois, son improvisation ne va pas sans poser de multiples problèmes : en raison de la faible motivation des agriculteurs et du manque de moyens, l'essentiel des terres demeurait encore propriété de l'État, selon une structure coopérative, en 1994. Corollaire inquiétant, la population rurale n'a cessé de baisser depuis les années 1970. Dans ce pays où elle occupait au début du siècle plus des trois quarts des effectifs, elle ne représente plus aujourd'hui que 12,9 % des actifs.

Hautement mécanisée dans le cadre de la collectivisation, l'agriculture reste productrice d'énormes quantités de grains (seigle sur les terres grises, blé sur les terres noires), dont les tonnages sont toujours difficiles à évaluer en raison des pertes qui surviennent au moment des récoltes, pertes dues aux conditions de stockage et de transport autant qu'aux intempéries de la courte période agricole. Les rendements demeurent toutefois nettement inférieurs à ceux obtenus dans les pays occidentaux, et l'exceptionnelle fertilité de certaines terres ne suffit pas à compenser le fait que la surface agricole utile se réduise à 8 % du territoire. En 1997, le pays était le premier producteur mondial d'orge, le deuxième en

ce qui concerne les pommes de terre, le quatrième pour le blé et pour l'ensemble des céréales dont la récolte a été exceptionnelle avec 88,5 millions de tonnes (soit 27 % de plus que l'année précédente dégageant un surplus pour l'exportation pour la première fois en cinquante ans d'environ 10 millions de tonnes), le huitième pour la betterave à sucre ; il se plaçait au cinquième rang pour le cheptel porcin, tandis que la situation de l'élevage des ovins et des bovins ne cesse de se dégrader. Pourtant, la production agricole, qui a enregistré une forte chute dans son ensemble depuis le début des années 1990 (- 9,4 % en 1992, - 4,4 % en 1993, - 12 % en 1994, - 8 % en 1995, - 5 % en 1996) s'élève à 0,1 % en 1997, et la Russie importe désormais des produits alimentaires. La désorganisation des circuits consécutive aux changements politiques, le manque de crédits, la hausse des prix des outils, des aliments pour le bétail, des engrais étant à l'origine de cette situation.

En Russie, où la forêt couvre plus de la moitié du territoire, le bois est une matière première d'intérêt primordial : 778,5 millions d'hectares de forêts, 240 millions de mètres cubes de bois abattus par an à la fin des années 1990, chiffres qui font du pays le cinquième producteur mondial.

Avec une balance agricole fortement déficitaire, la Russie doit aujourd'hui reconsidérer l'équilibre de son marché agricole.

Le secteur de la pêche revêt également une importance considérable : bien que là encore la production se soit effondrée – le total des prises a chuté de près de 40 % entre 1992 et 1994 – la Russie demeure à la tête d'une des plus grande flotte de pêche du monde et au 7^e rang mondial [1995] pour la quantité de prises. Plus de la moitié des poissons pêchés provient du Pacifique et des eaux particulièrement riches de la mer d'Okhotsk (crabes et saumons du Kamtchatka). La Russie est le 1^{er} producteur mondial de caviar, provenant principalement des esturgeons pris dans la mer Caspienne. Mais, aujourd'hui, la pollution croissante de cette mer et une pratique intensive de la pêche menacent cette espèce. Le secteur de la pêche dans son ensemble traverse une crise profonde due à de nombreux facteurs, dont notamment l'absence de moyens permettant de moderniser et d'entretenir la flotte de haute mer et les difficultés engendrées par la privatisation.

Ressources minérales et énergétiques

Commencée à la fin du XIX^e siècle avec l'aide financière et technique des pays industriels de l'ouest et du centre de l'Europe, l'industrialisation est devenue l'objet des efforts du gouvernement soviétique, dans l'atmosphère d'une confrontation radicale avec les économies industrielles « capitalistes ». Depuis la révolution de 1917 et le conflit avec l'Allemagne hitlérienne, et jusqu'à la « guerre froide » et la compétition militaro-technique avec les États-Unis, l'URSS a recherché et mobilisé toutes les ressources en matières premières et en énergie, recourant aux techniciens et aux chercheurs du plus haut niveau. L'immensité du territoire assurait un premier domaine d'industrialisation, se poursuivant dans la traditionnelle course vers l'est, en Sibérie.

Le charbon

Au début de la révolution industrielle, sous le régime tsariste, le charbon était l'unique source d'énergie industrielle. L'Empire russe l'a exploité, avec le concours des sociétés occidentales à partir de la conquête de l'Ukraine, au XVIII^e siècle, dans le bassin du Donets (Donbass). Mais la dispersion et la croissance des besoins ont stimulé la recherche sur tout le territoire ; la vieille Russie s'est révélée moins dépourvue qu'il n'avait pu paraître au début du siècle. La région de Moscou elle-même dispose d'un bassin houiller possédant des couches de charbon de 3 à 6 m d'épaisseur. Au cours des années 1960, 1970 et 1980, celui-ci a fourni entre 40 et 50 millions de tonnes de charbon par an. Mais les grands bassins se trouvent hors de la région industrielle centrale : dans l'Oural (bassins de Kizel et de Tcheliabinsk), où ils alimentent les industries métallurgiques créées depuis la révolution de 1917 ; dans le bassin de la Petchora, au sud de la mer de Barents ; en Sibérie, dans l'énorme bassin du Kouzbass (anciennement Kouznetsk).

Les charbonnages sont maintenant confrontés à la nécessité de moderniser les équipements des mines et des carrières et, depuis plusieurs années, des fermetures de mines sont envisagées, notamment au Kouzbass et dans le bassin de la Petchora.

L'hydroélectricité

La garantie de puissance d'une économie ne se mesure plus, depuis plus de cinquante ans, à sa capacité de produire du charbon. La première étape de la mutation du système énergétique a été, presque simultanément, celle de l'équipement hydroélectrique et de l'exploitation du pétrole. Les premières expériences spectaculaires de mobilisation de

l'énergie hydraulique ont été réalisées en Ukraine, au cours des années 1930, sur le Dniepr. C'est seulement après la Seconde Guerre mondiale que les ingénieurs soviétiques se sont intéressés au grand fleuve russe par excellence, la Volga. L'objectif était double : assurer la régularité et la permanence d'une voie navigable unique en Europe et mobiliser les forces énormes non utilisées lors de la raspoutitsa, c'est-à-dire lorsque se déversait vers le fleuve la masse d'eau capitalisée en hiver sous forme de neige dans un bassin de plus de 1 million de kilomètres carrés. Les premiers travaux, qui ont d'ailleurs été menés dans une autre perspective que celle de la mobilisation de l'énergie, visaient à joindre par voie navigable la grande plaine russe et la mer Blanche dans un système triangulaire mer Blanche-Volga-Baltique. L'interminable vallée du fleuve a été ensuite tronçonnée en une succession de lacs retenus par d'énormes barrages associés à une chaîne de centrales électriques pouvant produire plus de 60 milliards de kilowattheures. La Volga constitue désormais l'armature principale de l'équipement hydroélectrique de la Russie à l'ouest de l'Oural, avec une chaîne de centrales dont les plus spectaculaires sont celles de Samara (ancienne Kouïbychev) et de Tsaritsyne. En Sibérie, l'Ienisseï et particulièrement son affluent l'Angara, à partir de Bratsk, ont également fait l'objet d'aménagements hydroélectriques. En 1996, plus de 20 % de l'électricité produite en Russie (847 milliards de KWh) était d'origine hydraulique.

Les hydrocarbures

En même temps que l'on mobilisait l'énergie hydraulique et que se développait un puissant réseau de transport d'électricité, la possession et l'exploitation du pétrole devenaient une des conditions majeures de la présence de l'URSS dans le groupe des grandes puissances industrielles et militaires. Le pétrole avait été exploité dès la fin du XIX^e siècle à l'intérieur de l'Empire russe par des sociétés étrangères. Mais les gisements connus alors n'étaient pas sur le territoire historique de la Russie : ils se trouvaient dans une de ses « colonies » transcaucasiennes, en Azerbaïdjan, à Bakou. Jusqu'à l'époque contemporaine, on continuera à exploiter fébrilement le pétrole sur les rives de la mer Caspienne, autour de Bakou, et en mer, sur la plate-forme littorale. Pourtant, des gisements importants ont été exploités depuis, dans le bassin du principal affluent de la Volga, la Kama : l'importance des réserves reconnues et l'opportunité de leur découverte leur firent donner triomphalement le nom de « second Bakou ». En quelques années, la production a été portée à 351,6 millions de tonnes [1996], et peut-être plus à l'avenir, depuis la conclusion en juillet 1998, d'un accord Russie-Kazakhstan portant sur le partage des importantes réserves pétrolières situées au nord de la mer Caspienne. Un peu plus tard furent combinées la production du pétrole et celle du gaz naturel ; un réseau d'oléoducs et de gazoducs s'établit en direction des grandes régions de consommation et vers l'étranger, en attendant que le centre de gravité de la production passât de l'autre côté de l'Oural, en Sibérie, dans le bassin inférieur de l'Ob (villes de Sourgout et de Tioumen). Ce « troisième Bakou » fut à son tour connecté sur le réseau international d'oléoducs et de gazoducs exploité par la Russie. Le gaz naturel, qui s'est révélé être répandu de manière plus diverse que le pétrole, est exploité au nord du Caucase et aux confins de la République voisine du Kazakhstan, maintenue dans la Communauté d'États indépendants (CEI), issue des pays de l'ancienne URSS.

Depuis 1992, l'industrie pétrolière est en cours de restructuration, marquée par l'émergence de puissants holdings (Loukoïl, Ioukos) et un mouvement de privatisation graduel. Cependant, après l'arrestation de son propriétaire, Mikhaïl Khodorovski, Ioukos, accablé de dettes fiscales, a été démantelé en 2004.

Les hydrocarbures ont jusqu'en 1997 compté pour près de 45 % dans les exportations du pays (25 % pour le pétrole et 18 à 19 % pour le gaz), et lui ont procuré un excédent commercial de 20,4 milliards de dollars en 1995 et de 26,9 milliards de dollars en 1996. Si la baisse des prix du pétrole brut a provoqué une baisse des recettes, sensible dès le premier trimestre de 1998, la Russie demeure le premier exportateur mondial de gaz et le deuxième exportateur de pétrole (4,76 millions de barils par jour) et a regagné sa place de premier producteur de pétrole avec une production de 7,45 millions de barils/jour - soit une production annuelle de 348 millions de tonnes [2001] —, qui relègue l'Arabie Saoudite (7,19 millions de barils/jour) au second rang. Enfin, selon les dernières estimations de la United States Geographical Survey, ses réserves prouvées de pétrole brut atteindraient 119 à 135 milliards de barils (sixième rang mondial) ; elle se place au premier rang mondial pour les réserves prouvées de gaz : plus de 48 milliards de mètres cubes, soit plus de 32 % des réserves mondiales ; la Russie a décidé de ne plus s'associer à la politique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en levant progressivement ses restrictions à ses exportations pétrolières.

Les principaux champs sont : les îles Sakhaline : réserves de pétrole estimées entre 5 et 10 milliards de barils équivalent de pétrole (ExxonMobil) ; le champ de pétrole de Kovykta, près du lac Baïkal (BP) ; le champ de Zapolyarnoye (Arctique) : gaz (BP) ; le champ pétrolier de Khariaga, dans le bassin de Timan-Petchora, dans la république des Komis, au nord de la Russie (TotalFinaElf) ; le gisement offshore de Shatsky en mer Noire (TotalFinaElf) ; le champ de Komsomolskoye (TotalFinaElf) ; le gisement de Shtokman, en mer de Barents, par 320 m de fond à 250 km de la côte ; le champ sibérien de Vankor, au-delà du cercle polaire (TotalFinaElf) : réserves estimées à

900 millions de barils de pétrole et 74 milliards de m³ de gaz. Des projets prévoient la construction d'un terminal pétrolier d'une capacité d'exportation de 50 millions de tonnes par an à Mourmansk, et d'un oléoduc reliant le gisement de Tengui, au Kazakhstan, à la mer Noire.

Le nucléaire

Sans que l'importance économique et stratégique des hydrocarbures soit minimisée, la relève a été prise, en partie à cause de la course aux armements, par l'énergie nucléaire. Les sources d'uranium sont dispersées sur le territoire de l'ancienne URSS, pour une part hors de la Russie historique, dans le Kazakhstan et en Sibérie. Les installations industrielles expérimentales ont été initialement établies dans la région stratégique de l'Oural, plus tard à proximité des centres de consommation industrielle et urbaine. Des expériences malheureuses et, pendant longtemps, le souci du secret stratégique ont fait dissimuler l'importance des installations du sud de l'Oural, que l'on commence à mieux connaître ; la vétusté qui les caractérise généralement fait redouter en permanence des accidents aux conséquences incalculables. En 1997, environ 11 % de l'électricité produite en Russie était d'origine nucléaire.

Ressources minérales

Presque tous les minerais métalliques sont exploités sur le territoire de la Russie. À la source de toutes les industries métallurgiques et mécaniques, le minerai de fer a été extrait initialement dans l'Oural, dans la montagne de Magnitnaïa, puis au nord de la frontière ukrainienne dans la zone dite de l'«anomalie magnétique de Kursk». On a cherché le nickel dans la presqu'île de Kola, oubliant la richesse minéralogique de l'Oural. On y extrait le minerai de cuivre, la plupart des minerais de métaux non ferreux, la bauxite et, depuis l'époque impériale, l'or. La Russie historique, Oural inclus, dispose de presque toutes les ressources indispensables au développement d'une industrie moderne.

Industrie

L'héritage

La première phase de l'industrialisation de la Russie s'acheva par la débâcle de la Première Guerre mondiale et l'instauration d'un système fermé. Qui plus est, le développement industriel fut d'autant plus difficile à conduire qu'il s'accompagna d'une redistribution géographique programmée des «forces de production» à travers tout le territoire, en des lieux où toutes les infrastructures étaient à créer. Sous l'exergue d'une URSS en construction, le gouvernement imposa une nouvelle carte des activités, surtout celles qui pouvaient contribuer à la défense. Bien évidemment, cette politique fut conduite au détriment de la production de biens d'usage et de consommation.

L'Empire russe avait misé sur la facilité en recourant à l'appui technique et financier des pays qui l'avaient devancé sur la voie de l'industrialisation. La facilité consistait en premier lieu à exploiter des ressources contiguës à l'échelle de l'Empire, dans les régions privilégiées du Sud, du pétrole de Bakou au fer de Krivoï-Rog, en passant par les charbonnages du Donets, sur les marges de la vieille Russie. Les capitaux occidentaux avaient répondu à l'appel. La révolution bolchevique remit tout en question, y compris le schéma de répartition géographique de la production. L'image géopolitique de la Russie était désormais celle d'un pays «assiégé», conscient de l'absence de frontière naturelle et de la vulnérabilité de ses lignes de défense à l'ouest. Les années 1920 et surtout les deux décennies suivantes furent celles d'un gigantesque transfert des infrastructures industrielles d'importance stratégique vers l'est. Les conditions naturelles imposèrent un déplacement sans doute plus important que la politique, la stratégie et surtout les coûts ne l'eussent rendu souhaitable. Le centre industriel et stratégique de l'URSS se trouvait désormais à la limite de la vieille Russie et de l'Oural.

Les implantations

Sur des distances relativement courtes, on trouvait à la fois le charbon, le pétrole, les minerais métalliques, à condition bien sûr de transférer les effectifs de main-d'œuvre nécessaires à leur mise en valeur. La mégalomanie des planificateurs voulut que l'on aille chercher un complément d'énergie en Sibérie dans les charbonnages d'extraction, il est vrai aux conditions très faciles, du bassin du Kouznetsk, à 2 000 km des gisements de minerai de l'Oural : ce fut la création du «combinat Oural-Kouzbass». Des villes nouvelles de grande dimension furent construites autour des usines, telles Tcheliabinsk (1 085 000 h.) et Magnitogorsk (427 000 h.). Tout ce qui pouvait présenter un risque stratégique fut dispersé dans une série de villes industrielles spécialisées et complémentaires ; la main-d'œuvre y était provisoirement implantée et déplacée périodiquement d'un centre de travail à un autre. Sur le vieux fonds d'industries métallurgiques et

mécaniques de base, de fabrication d'armement, de chars, de véhicules et d'engins balistiques vinrent se greffer précipitamment une industrie nucléaire mal maîtrisée et des centres d'exploration cosmique rivalisant avec ceux des États-Unis. Dans le même temps, les conditions de la vie matérielle, les besoins en moyens de transport, en machines agricoles et en outillage de base firent surgir des industries diverses sur l'ensemble du territoire.

Un secteur à transformer

Héritière de l'ère soviétique, l'industrie russe fournit toujours une large gamme de produits : aciers et métaux, machines et matériel divers, équipements de transport, véhicules à moteur, outils de précision, armement, produits chimiques, dérivés du bois, agroalimentaires, textiles et cuirs, etc. En 1998, le pays se classait au deuxième rang mondial pour la production d'aluminium, au quatrième rang pour l'acier, et restait l'un des premiers fabricants de machines agricoles. L'industrie textile, concentrée en Russie d'Europe, a beaucoup souffert de la rupture des liens avec les républiques d'Asie centrale, pourvoyeuses de l'essentiel du coton brut (Ouzbékistan, Kazakhstan, Azerbaïdjan) et la production a chuté de moitié dès 1992. Ce secteur pâtit comme l'ensemble des industries de transformation (industrie légère, bâtiment, agroalimentaire...) du manque d'investissements nécessaires à une restructuration face à la concurrence étrangère.

Mis à part les armements et certaines technologies de pointe, la technologie russe demeure inférieure à celles des pays occidentaux. Les équipements sont souvent obsolètes et le secteur secondaire connaît, à l'image de toute l'économie russe, de grandes difficultés de reconversion.

L'industrie a enregistré depuis le début des années 1990 une forte chute de production. Mais en 1997, on notait une légère reprise de 1,9 %.

Les transports

L'économie est mise à l'épreuve à la fois par la dimension du territoire et par les contraintes du climat. Le premier défi est celui de la circulation routière, concurrencée sur quelques itinéraires privilégiés par la navigation fluviale saisonnière. L'absence de sols durs ainsi que les épreuves du gel et du dégel l'ont longtemps limitée à Saint-Petersbourg, à Moscou et à quelques voies privilégiées aux abords des résidences impériales bénéficiant d'accès pavés. Au début du XX^e siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la préférence pour les longs parcours a été donnée au chemin de fer, symbole du modernisme industriel dont on ne voulait pas laisser le monopole à l'Europe occidentale : la construction du chemin de fer transsibérien fut à la fois un acte géopolitique et un symbole de participation à la civilisation industrielle. Durant la période 1940-1990 fut prise en charge la demande simultanée de transports ferroviaires, routiers, aériens – à la fin des années 1980, Aéroflot, la compagnie nationale, possédait la plus grande flotte aérienne mondiale –, et maritimes – à la même époque, l'URSS était dotée de la première flotte marchande au monde –, sans oublier le transfert d'énergie, avec la circulation du pétrole et du gaz naturel sur des milliers de kilomètres. Dans cette optique, des solutions adéquates aux problèmes techniques liés à l'alternance de périodes de gel profond des sols et de généralisation des bourbiers au moment de la raspoutitsa ont été apportées. L'aventure la plus spectaculaire, la plus fragile aussi, est celle du transport des produits pétroliers de l'Oural et de la Sibérie vers la vieille Russie et les marchés européens : 100 000 km d'oléoducs, 200 000 km de gazoducs sont enfouis dans un sol instable, tourmenté par le gel, à la merci de la faiblesse d'une soudure.

Aujourd'hui, le train reste le premier moyen de transport pour les marchandises comme pour les voyageurs. Principale voie navigable du pays, la Volga, aménagée par la construction de barrages et de canaux qui permettent un débouché sur la Baltique et sur la mer d'Azov, assure à elle seule 50 % des transports fluviaux. En Sibérie et en Extrême-Orient, les fleuves permettent aussi de desservir les régions que le chemin de fer n'atteint pas ; toutefois, les problèmes du climat s'ajoutent au fait que, excepté l'Amour qui se jette dans la mer d'Okhotsk, la plupart des grands cours d'eau de ces régions (Iénisseï, Lena, Ob) s'écoulent du sud vers le nord, c'est-à-dire vers l'océan glacial Arctique, ce qui restreint leur utilité dans une zone où le trafic est-ouest prime.

La disparition de l'URSS pose en termes nouveaux la question de l'« accès au dehors » : les républiques périphériques sont devenues des États indépendants avec lesquels il faut négocier des « droits de passage ». Ainsi, les relations avec les pays du Caucase, traversés par plusieurs oléoducs vitaux pour l'approvisionnement de la Russie, ou avec le Kazakhstan, où se trouve Baïkonour, base de lancement des engins spatiaux, demeurent-elles primordiales.

Bilan économique à la fin de l'année 2001

En 2001, l'économie russe sort d'une difficile décennie de libéralisation. Les réformes entamées au début des années 1990 ont provoqué des transformations structurelles spectaculaires, comme la privatisation de la propriété de l'immense majorité des entreprises. Mais la sortie du système soviétique d'économie administrée s'est accompagnée d'un recul important du produit intérieur brut (une diminution de moitié entre 1990 et 1996) et d'une contraction de la production industrielle plus sévère encore. À la différence de la plupart des pays d'Europe centrale, qui ont retrouvé le chemin de la croissance après quelques années seulement de récession, la Russie a connu une longue crise d'adaptation. Cela est en partie dû aux hésitations politiques, qui ont considérablement ralenti la mise en place du cadre institutionnel nécessaire à un fonctionnement sain de l'économie de marché. Il faut aussi prendre en compte la longue tradition de développement économique autarcique, la difficulté à réorganiser le fonctionnement des entreprises dans un environnement concurrentiel et ouvert sur le monde.

Après la brutale crise financière que le pays a connue en août 1998, l'économie russe a retrouvé les chemins de la croissance. 1999 (+ 5,4 % pour le PIB) et 2000 (+ 8,3 %) ont été de bonnes années, et les signes positifs de redémarrage de l'activité se multiplient dans de nombreux secteurs industriels. Les taux de croissance de la production industrielle (+ 8,1 % en 1999, + 9,2 % en 2000) dépassent le taux global de croissance de l'économie. La dévaluation de 1998 a redonné de la compétitivité aux produits russes jusqu'alors durement concurrencés par les importations. Ce regain de santé s'explique bien sûr aussi par la remontée conjoncturelle du cours des matières premières énergétiques dont la Russie est un gros exportateur ; mais elle reste là toujours dépendante d'un retournement des cours mondiaux.

Le défi est d'arriver à une croissance durable permettant à un pays appauvri de se rééquiper et de se moderniser, et surtout à sa population de retrouver suffisamment de bien-être. Car la Russie reste à la traîne des pays industrialisés, avec un produit intérieur brut inférieur de moitié à celui des Pays-Bas. On pense néanmoins que le PIB est sous-estimé, dans la mesure où les échanges non-monétaires (troc inter-entreprises), les dissimulations de profit et le poids de l'économie informelle provoquent un biais statistique important.

Économie et politique

Les attermoissements qui ont caractérisé la présidence Eltsine et la corruption qui a gangrené les différentes administrations n'ont guère favorisé la mise en place du cadre dans lequel se développe une économie stable. La Russie s'est trouvée placée au cours des années 1990 dans une situation paradoxale qui était celle d'une économie ni planifiée ni réellement concurrentielle, et où l'État ne pouvait jouer son rôle normatif. Les manœuvres menées au cours du processus de privatisation et au moment de la réélection de B. Eltsine à la présidence (1996) ont conduit à une concentration du pouvoir économique entre les mains de quelques hommes d'affaires ayant alors l'oreille du Kremlin (V. Potanine, M. Khodorkovski, B. Berezovski, V. Gousinski, notamment). Ceux-ci ont notamment réussi à obtenir de l'État des paquets d'actions leur permettant de contrôler les secteurs les plus rentables de l'économie — surtout tournés vers l'exportation — et de former de puissantes holdings verrouillées.

L'opacité des règles du marché, l'importance des rapports de force et les à-coups brutaux de la politique du gouvernement russe pendant des années expliquent pour une bonne part la difficulté de la Russie actuelle à attirer les investissements. La révolution institutionnelle permettant d'apporter des garanties juridiques réelles (respect du droit de propriété et des contrats) reste en partie à faire.

Mais depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, partisan convaincu du passage sans retour à l'économie de marché, des choix décisifs ont été faits dans le sens de l'intégration définitive de la Russie au système économique mondial et à ses régulations. Depuis 1999, le gouvernement fait peu à peu passer les réformes techniques et juridiques qui doivent permettre de donner un cadre stable à l'exercice des différentes activités économiques. La Russie a aussi entamé le processus qui devrait l'amener à entrer dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) vers 2003 ou 2004.

La récente stabilisation de la situation économique et politique a d'ailleurs entraîné le retour de certains capitaux russes placés à l'étranger. C'est ce qui explique que Chypre, qui joue le rôle de plate-forme financière extérieure pour beaucoup d'hommes d'affaires russes, est en 2000 devenu le deuxième investisseur étranger en Russie, derrière les États-Unis.

Les ressources minérales et énergétiques

Le mode de développement économique de l'URSS avait été pensé pour maintenir le pays dans un état de quasi-autarcie. Ce projet n'a pu prendre corps que du fait de la richesse exceptionnelle des ressources minérales. À peu près tous les métaux et matières premières énergétiques sont présents en quantité significative en Russie.

Au début de la révolution industrielle, sous le régime tsariste, le charbon était l'unique source d'énergie industrielle.

L'Empire russe l'a exploité, avec le concours des sociétés occidentales à partir de la conquête de l'Ukraine, au XVIII^e siècle, dans le bassin du Donets (Donbass). Mais la dispersion et la croissance des besoins ont stimulé la recherche sur tout le territoire ; la vieille Russie s'est révélée moins dépourvue qu'il n'avait pu paraître au début du siècle. La région de Moscou elle-même dispose d'un bassin houiller possédant des couches de charbon de 3 à 6 m d'épaisseur. Au cours des années 1960, 1970 et 1980, celui-ci a fourni entre 40 et 50 millions de tonnes de charbon par an. Mais les grands bassins se trouvent hors de la région industrielle centrale : dans l'Oural (bassins de Kizel et de Tcheliabinsk), où ils alimentent les industries métallurgiques créées depuis la révolution de 1917 ; dans le bassin de la Petchora, au sud de la mer de Barents ; en Sibérie, dans l'énorme bassin du Kouzbass (anciennement Kouznetsk).

Les charbonnages sont maintenant confrontés à la nécessité de moderniser les équipements des mines et des carrières et, depuis plusieurs années, plusieurs fermetures de mines sont intervenues, notamment au Kouzbass et dans le bassin de la Petchora.

La Russie produit 17 % du pétrole brut et 25 à 30 % du gaz naturel mondiaux. Les réserves sont considérables, tant en Sibérie qu'en bordure du Pacifique (Sakhaline) : la Russie détiendrait plus du tiers des réserves mondiales prouvées de gaz et pétrole. Mais les difficultés d'accès aux matières premières sont immenses. À l'exception notable du fer, dont les principaux gisements sont situés en Russie d'Europe, les ressources minières sont localisées en Sibérie, Extrême-Orient, et bien souvent dans les parties les moins accessibles de ces régions — Grand Nord en particulier. Les conditions d'exploitation sont difficiles, et le transport des matières premières grève considérablement les coûts. Depuis l'ouverture de la Russie au marché mondial, on remet en question le mythe d'une Russie riche parce que richement dotée en ressources minérales. On intègre mieux le coût de la valorisation de telle ou telle ressource. L'une des difficultés de la Russie est d'ailleurs d'arriver à mobiliser des capitaux suffisants pour mettre en exploitation de nouveaux gisements. Dans le domaine des hydrocarbures, on voit avec quelle difficulté les compagnies étrangères sont autorisées à prendre des parts dans des gisements russes. Les accords, fréquents de par le monde, de partage de production entre État et compagnies pétrolières restent l'exception en Russie.

Les transports

Le pays, très continental et au climat sévère, a besoin d'un réseau de transports efficace et intégré, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

Le réseau ferré est un élément vital du système des transports en Russie. Il joue un rôle fondamental pour l'approvisionnement des industries, et, au vu des distances et des conditions climatiques, ne peut être concurrencé par la route pour l'acheminement du fret à grande distance. La crise de la décennie écoulée avait provoqué une diminution générale du trafic, mais le retour de la croissance a renversé la tendance et les chemins de fer ont enregistré en 2000 des profits importants. La nécessité de moderniser le réseau est néanmoins impérieuse, et il faut pour cela des investissements soutenus. Les ambitieux projets de transit continental des conteneurs de l'Europe vers l'Asie sont lourdement obérés par l'état des infrastructures.

Le réseau routier est largement insuffisant. Les voies rapides sont pratiquement inexistantes (il n'y a que des ébauches d'autoroutes) et l'état général du réseau des routes fédérales reste très médiocre, alors que le trafic routier augmente continuellement.

La Russie avait été pénalisée, lors de l'éclatement de l'URSS, par la perte de contrôle de ports d'exportations, situés pour l'essentiel dans les nouveaux États indépendants. Des pays comme la Lettonie perçoivent ainsi de substantiels péages pour le transit des produits. C'est pourquoi on annonce des efforts importants pour réaménager et moderniser les principaux ports russes, sur la Baltique (Saint-Petersbourg) comme sur la Mer Noire (Novorossiisk, Rostov), afin de ne plus dépendre exclusivement de l'extérieur.

La question des gazoducs et oléoducs représente aussi un enjeu géoéconomique d'importance. La Russie, qui contrôle par son réseau de tubes une partie importante des exportations d'hydrocarbures de l'Asie centrale et du Caucase, s'oppose avec opiniâtreté aux projets européens ou américains de contournement de la Russie. Dans ce sens, la Russie a, en 2005, conclu avec l'Allemagne un accord pour la construction sous la Baltique d'un gazoduc sous-marin de 1 200 km, qui reliera directement les deux pays d'ici à 2010, en contournant ses anciens satellites d'Europe de l'Est.

L'industrie, du déclin au redémarrage

L'industrie russe qui, à l'époque soviétique, produisait un large spectre de biens, a considérablement souffert. Certains secteurs ont presque disparu, incapables de résister à la concurrence des produits importés (électronique grand public et électroménager). La puissante industrie automobile, malgré d'énormes problèmes financiers et la faible qualité de ses

productions, n'a survécu que grâce à des barrières douanières dissuasives, qui lui ont permis de conserver une part dominante du marché intérieur. Les secteurs qui se sont avérés les plus profitables sont le secteur des matières premières et la métallurgie de base. C'est de la vente de ses ressources naturelles et de produits industriels semi-finis (lingots d'acier brut, d'aluminium) que la Russie tire aujourd'hui 80 % de ses ressources à l'exportation. Cette situation reflète la richesse exceptionnelle de son sol en matières premières. Mais cette domination montre aussi que le pays peine à vendre des produits finis à forte valeur ajoutée sur le marché mondial. Le volume de ses échanges extérieurs est à peu près équivalent à celui du petit Danemark, ce qui montre à quel point le pays pèse peu dans le commerce international.

Les années 1990 ont donc été marquées par un déclin accéléré de l'industrie. La contribution de l'industrie au produit intérieur a diminué de presque dix points en moins de dix ans (38 % en 1990, 29 % en 1998). Le personnel employé dans l'industrie a décliné plus vite encore. La récession industrielle a été si forte que les entreprises, insolvables, ont accru leur endettement dans des proportions considérables. Rarement placées en état de faillite, du fait d'une législation laxiste, elles ont eu recours à un système complexe de troc pour pouvoir continuer à fonctionner. Cela a provoqué un démonétarisation des échanges aux conséquences redoutables, pour les entreprises comme les individus. Il a été très difficile dans ces conditions de moderniser l'appareil productif ; les parcs de machines vieillissent. Déjà peu compétitives sur le marché mondial, avec des technologies obsolètes, les industries russes n'ont que rarement pu trouver leur salut dans les exportations. Elles ont dû procéder à leur restructuration dans des conditions très difficiles.

Dans ce contexte, seules les industries produisant des matières premières (hydrocarbures, métaux précieux) ou des produits faiblement transformés négociables sur le marché mondial, ont pu maintenir une activité d'exportation soutenue et dégager des rentrées d'autant plus intéressantes qu'elles étaient libellées en devises. C'est autour de ces secteurs que se sont constitués les groupes industriels les plus importants de la nouvelle Russie. Le secteur des hydrocarbures a vu émerger de grosses entreprises comme les pétroliers Lukoil, Youkos, qui contribuent à produire plus de 300 millions de tonnes de pétrole par an (323 millions en 2000), tandis que le géant GazProm a maintenu un monopole directement hérité du ministère soviétique du gaz, et gère la production et la commercialisation des plus importantes réserves gazières du monde (545 milliards de mètres cubes produits en 1999, 584 en 2000). C'est la seule entreprise russe de taille mondiale, capable de rivaliser avec les multinationales occidentales de l'énergie. Néanmoins, l'insuffisance des investissements a provoqué pendant les années 1990 une baisse de la production d'hydrocarbures.

La sidérurgie, structurée depuis longtemps autour de grands combinats comme Severstal (Aciers du Nord), a dans l'ensemble maintenu ses structures. Située pour l'essentiel dans la partie européenne du pays (Oural, région Nord-Ouest, Ouest et Sud-Ouest), elle a trouvé son salut dans les exportations. Ses équipements ont progressivement été modernisés, mais la gamme de ses productions est incomplète. Certains tubes pour gazoducs et oléoducs sont importés. La reprise économique actuellement observée doit donner une nouvelle impulsion au secteur.

La métallurgie de l'aluminium est un cas exemplaire d'une insertion réussie mais fragile dans les échanges mondiaux. Les industriels du secteur ont su obtenir jusqu'à peu un régime douanier d'importation de l'alumine très favorable, pour le transformer dans les usines sibériennes (Krasnoïarsk, Bratsk) en profitant des coûts locaux très bas de l'énergie, puis le réexporter. Les profits dégagés ont été considérables. Mais on reste dans un schéma où la Russie transforme puis exporte un matériau semi-fini. Il reste à développer une filière plus intégrée qui permettrait en aval de mettre sur le marché des produits finis à plus haute valeur ajoutée.

Les autres industries, plus en aval, présentent un bilan contrasté qu'il est difficile de présenter *in extenso*. Un secteur comme la construction mécanique a relativement souffert, mais s'est aussi considérablement réorganisé. Dans le secteur des matériels ferroviaires par exemple, la rupture d'approvisionnement qui a suivi la désintégration de l'URSS (de nombreux matériels étaient fabriqués hors de Russie) a provoqué la mise en place d'une fabrication de substitution en Russie même ; ce nouveau matériel roulant, de qualité très améliorée par rapport aux standards soviétiques, commence à être mis en circulation. Le secteur automobile est dans une situation contrastée : en partie protégées par le régime douanier mais aussi favorisées par la croissance continue du parc automobile russe depuis 1990, les entreprises dominantes ont pu survivre malgré une situation financière parfois acrobatique ; AvtoVaz, producteur des Lada-Jigouli (situé à Togliatti, sur la Volga) domine le marché de la voiture individuelle. Son concurrent de Nijni-Novgorod, GAZ, a enregistré des succès remarquables dans le segment des véhicules utilitaires, et cherche à investir dans les pays en voie de développement. Dans un contexte de croissance générale retrouvée, les producteurs automobiles russes ont une sérieuse chance de se maintenir sur le créneau de la voiture bon marché « à moins de 10 000 dollars », à condition de gagner le pari de la qualité, leur point faible.

Le secteur sophistiqué de la machine-outil a été fortement atteint, malgré un plan de soutien. Il est emblématique de la crise sévère qui frappe les secteurs technologiquement les plus avancés, faute de clientèle solvable et

d'investissements. Le secteur aéronautique, naguère en pointe, souffre des mêmes difficultés, alors que nombre de compagnies nationales choisissent d'acheter des appareils occidentaux, Boeing ou Airbus.

La reprise économique a fait sentir ses effets sur l'industrie légère. Des secteurs comme le meuble, l'agro-alimentaire, sont en progrès ; après plusieurs années où la médiocre production post-soviétique n'arrivait pas à concurrencer les produits importés, au style et aux conditionnements flatteurs, on constate que la production intérieure a regagné des positions importantes. Dans le domaine alimentaire, la concurrence a été stimulée par le fait que des opérateurs étrangers (Danone pour les produits lactés, Interbrew pour la bière, par exemple) ont investi directement en Russie, y rachetant des usines et développant une production locale aux standards internationaux. Mais il est certain que la dévaluation du rouble en 1998 a fortement poussé les consommateurs à revenir vers les productions russes, incomparablement moins chères et désormais suffisamment attrayantes.

La géographie de l'industrie russe après dix ans de restructuration est substantiellement modifiée. Le paysage industriel est plus simple qu'à l'époque soviétique : l'industrie s'est concentrée dans quelques places fortes : le Nord-Ouest sibérien, l'Oural, la Volga pour l'essentiel. La Russie occidentale s'est fortement désindustrialisée, passant à une structure d'emploi de type postindustriel. Un autre phénomène marquant est la segmentation de l'espace industriel : hors des grandes régions industrielles restantes, on observe çà et là des « oasis » de relative prospérité dans un environnement sinistré, explicables par telle ou telle *success story* d'entreprise locale.

L'agriculture en panne ?

L'agriculture, qui fut sacrifiée sur l'autel de l'industrialisation à l'époque soviétique, reste un secteur en crise. Les conditions climatiques et pédologiques ne suffisent pas à expliquer les difficultés persistantes de ce secteur. Seuls 8 % de la superficie du pays sont arables, du fait des conditions climatiques sévères, mais, rapporté à la population, cela représente une superficie formidable : 0,9 ha par habitant. La faible productivité des cultures est chronique depuis les années soviétiques et le degré d'organisation très médiocre de la filière agro-alimentaire ont conduit à des gaspillages maintes fois dénoncés. La Russie est depuis longtemps un importateur net de produits agricoles et la libéralisation des échanges dans les années 1990 n'a fait qu'accentuer le phénomène. La production agricole nationale a diminué sensiblement au cours des années de crise et l'agriculture ne représente plus que 7 % du produit intérieur brut. Les entreprises agricoles, asphyxiées par la hausse des intrants, ont réduit les surfaces emblavées. Les terres les moins productives ont été délaissées, l'espace agricole se rétracte sensiblement. Les terroirs marginaux sont abandonnés au profit de ceux mieux situés par rapport aux marchés urbains et aux axes de transport. Si certaines grandes cultures ont considérablement régressé (betterave à sucre), la production légumière, de pommes de terre et d'œufs, assurée pour l'essentiel par les jardins et lopins, n'a pas subi pareille crise.

Dans le même temps, le monde agricole a connu des transformations structurelles incomplètes. Dès le début de la décennie 1990, la propriété des exploitations agricoles avait été transférée aux salariés des kolkhozes et sovkhoses. Mais cela n'a pas provoqué l'émergence d'une classe d'agriculteurs indépendants. Les anciennes structures d'exploitation collectives ont survécu à l'apparition de l'économie de marché, sous la forme de sociétés ou de coopératives. Les terres allouées aux fermiers indépendants ont été de médiocre qualité dans l'ensemble, et ceux qui ont tenté l'expérience ont eu beaucoup de difficultés à rassembler le matériel nécessaire pour travailler la terre, faute de capital et en l'absence de crédits. D'ailleurs, les résistances politiques à la privatisation de la terre, incarnées notamment par les positions du parti communiste de G. Ziouganov, sont telles qu'en 2001, il n'existait toujours pas de marché foncier agricole ; à part dans certaines régions dotées de législations particulières, il n'est toujours pas possible d'acheter et revendre la terre librement.

Les exploitations, quel que soit leur statut, souffrent d'un manque criant de fonds, ce qui bloque l'achat des engrais ou le renouvellement du parc des machines. L'usage des fertilisants a d'ailleurs décliné tout au long des années 1990. L'une des solutions officiellement promues pour moderniser l'agriculture malgré ces contraintes est le développement du leasing, qui permet d'éviter d'immobiliser du capital dans des machines coûteuses.

Le secteur le plus sinistré est l'élevage, les cheptels ayant diminué dans des proportions alarmantes (la moitié des troupeaux bovins, davantage encore pour les porcins et ovins). La productivité, déjà faible au début de la transition, ne s'améliore pas.

Le secteur tertiaire

Le développement du tertiaire est un phénomène global. Tous les segments de ce secteur ont connu un développement très rapide, des services de base à la population jusqu'aux prestations sophistiquées destinées aux entreprises. Au

moment de la sortie du système d'économie planifiée, il a fallu créer des professions entières dans des secteurs nouveaux (publicité, consultance, commerce de gros), développer des secteurs (transport routier) désormais aux mains d'entrepreneurs privés, privatiser aussi des services à la population jusque là très insuffisants (réparation automobile, par exemple). Une multitude de petites entreprises indépendantes ont été créées.

L'une des mutations récentes les plus significatives, signant peut-être la fin de la période de transition, concerne le commerce de détail. Depuis la disparition des magasins d'État et la libéralisation des prix, l'essentiel des ventes au détail était le fait de tout petits commerces, et souvent de commerces de rue. Les supérettes, supermarchés et les quelques centres commerciaux étaient fréquentés par les seuls citoyens fortunés. En 2001, seuls 6 % des Russes faisaient leurs courses en supermarché ou grand magasin. Mais de nombreux chantiers sont lancés dans les grandes villes, on construit des centres commerciaux et supermarchés à Moscou comme en province, et la grande distribution internationale commence à avoir accès au marché russe (Ikéa, Spar). Cette évolution repose sur l'augmentation progressive du nombre de consommateurs, signe encourageant. Mais il reste que seuls 40 % des Russes peuvent aujourd'hui être considérés comme des consommateurs, les autres vivant tout près ou en dessous du seuil de pauvreté.

La main-d'œuvre

En peu d'années, la population active a profondément changé de profil, accompagnant la désindustrialisation accélérée de la Russie (l'emploi industriel, BTP inclus, est passé de 42 % à 30 % du total des emplois dans la décennie 1990). La tertiarisation de l'économie est devenue une réalité : le secteur tertiaire occupe aujourd'hui plus de la moitié de la population. Pour réussir le passage à une économie postindustrielle, le bon niveau de formation de la population est certainement un atout de valeur pour le pays, favorisant la mise en place d'une économie de services diversifiée.

Le chômage reste certainement important, mais très difficile à évaluer quantitativement. Il existe de nombreuses situations intermédiaires entre l'emploi et le chômage. Un employé en congé sans solde de longue durée est souvent considéré comme appartenant toujours à son entreprise d'origine. Le sous-emploi est également très important, mais il y a relativement peu de chômeurs officiellement enregistrés. On évoque parfois le chiffre de 15 % environ de chômeurs «à plein temps».

Une nouvelle géographie de la richesse

La transition économique s'est accompagnée d'une concentration sans précédent de la richesse et du pouvoir de décision dans la capitale. Les firmes les plus notables de Russie ont leur siège à Moscou, et c'est dans cette ville que l'on trouve le personnel le plus spécialisé, les salaires les plus élevés pour cadres de haut niveau. C'est là aussi que se trouvent les directions des filiales des entreprises étrangères présentes en Russie. Moscou a représenté pendant les années de crise un marché de consommation sans commune mesure avec le poids démographique de l'agglomération. Cette richesse était d'autant plus frappante que l'ensemble du pays avait tendance à s'appauvrir.

Les régions exportatrices de matières premières ont également affiché une relative prospérité, au point que l'on a donné à certaines régions pétrolières le surnom d'«émirats sibériens», gérant une rente précieuse en ces temps de crise généralisée.



La Russie a vu donc s'aggraver considérablement les disparités économiques entre ses régions. L'État, impécunieux, a perdu sa capacité à redistribuer la richesse, notamment par le biais des transferts sociaux. Les inégalités de production de la richesse se sont donc immédiatement traduites en inégalités de revenus pour les populations. C'est aussi l'un des enjeux d'une croissance durable que de restaurer la capacité de l'État à garantir un minimum de justice sociale, sans remettre en cause le fonctionnement de l'économie de marché. Il est aussi à espérer que la croissance permettra de multiplier les foyers de développement économique, autour des grandes métropoles régionales par exemple, permettant ainsi de mieux lutter contre la pauvreté massive qui a caractérisé les dernières années de l'histoire russe.

État et institutions

Le destin de l'URSS a été scellé au mois de décembre 1991 : le 8, Boris Eltsine, président de la République socialiste

fédérative soviétique de Russie (RSFSR) signait avec ses homologues ukrainien et biélorusse la déclaration de Minsk qui proclamait la dissolution de l'Union soviétique et fondait la Communauté des États indépendants (CEI) ; le 21, la CEI était rejointe par sept des anciennes républiques fédérées (traité d'Alma Ata) ; le 25, tandis que Mikhaïl Gorbatchev démissionnait de la présidence de l'URSS, le Congrès votait la transformation de la RSFSR en Fédération de Russie.

La Fédération de Russie a repris, en accord avec les membres de la CEI, le siège occupé jusque-là par l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU. Sur la scène internationale, elle apparaît également comme l'héritière de l'URSS, sans toutefois que sa situation économique et la nouvelle répartition des pouvoirs à l'échelle mondiale lui confère le même poids que son prédécesseur.

La Loi fondamentale de la Fédération de Russie, approuvée le 12 décembre 1993 par référendum, marque un changement de paradigme institutionnel. En rupture avec le système soviétique, elle fonde l'ordre constitutionnel sur les principes propres aux démocraties libérales : la Russie est un État de droit, démocratique, laïc et social, dans lequel les droits et libertés et du citoyen, tels qu'ils figurent dans la Déclaration universelle de 1948 — que l'URSS s'était abstenue de ratifier —, constituent la « valeur suprême » ; elle garantit la libre circulation des biens et des personnes ainsi que les diverses formes de propriété, notamment la propriété privée ; enfin, elle consacre la séparation et l'indépendance des pouvoirs. Par ailleurs, dans le droit fil des principes affirmés par Boris Eltsine lors de la proclamation de la souveraineté de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) (juin 1990), elle entend construire un véritable État fédéral et mener à bien une décentralisation conférant à l'échelon local une capacité d'auto-administration. Néanmoins, au delà des principes, la Constitution russe est fortement marquée par les circonstances qui ont présidé à son élaboration. Soucieuse d'éviter des crises semblables à celle qui avait opposé le Congrès et le Soviet suprême au président Eltsine sur le partage des pouvoirs et la conduite des réformes, crise qui s'était achevée par la dissolution brutale des soviets en septembre-octobre 1993, elle affirme la prééminence présidentielle. De même, l'organisation de l'État fédéral qu'elle retient est hypothéquée par les ambiguïtés issues du rapport des forces qui s'est mis en place entre les entités constitutives de la Fédération et le pouvoir central.

Des prérogatives présidentielles très étendues

La Constitution de 1993 consacre donc un régime inspiré du modèle français, qui accorde au chef de l'État un rôle prééminent par rapport à celui des deux chambres de l'Assemblée fédérale : la Douma d'État (Chambre basse) et le Conseil de la Fédération (Chambre haute). Tirant directement sa légitimité du vote populaire, puisqu'il est élu au suffrage universel direct à bulletin secret, le Président dispose d'un mandat de quatre ans, renouvelable une seule fois, pour mener son action. Seules une incapacité permanente pour raison de santé ou une destitution pour haute trahison ou infraction grave (dans ces cas, le Premier ministre assure l'intérim jusqu'à l'élection de son successeur qui doit intervenir dans les trois mois) peuvent mettre fin à ses fonctions de manière anticipée. Toutefois, la destitution est soumise à une procédure longue et complexe : la Douma formule les bases de l'accusation qui doivent être jugées recevables sur le fond par la Cour suprême et, sur la forme, par la Cour constitutionnelle. Tant la mise en accusation que la destitution, qui est du seul ressort du Conseil de la Fédération et intervient au plus tard trois mois après la décision de la Douma — faute de quoi l'accusation est annulée —, doivent être approuvées par les deux tiers de l'ensemble des membres de chacune des deux chambres. Les parlementaires hostiles à la politique de Boris Eltsine ont souvent agité la menace d'*impeachment*, mais la Douma n'est véritablement passée à l'acte qu'en 1999 sans qu'aucun des cinq chefs d'accusation qu'elle avait formulés ne réunisse la majorité requise pour être examiné par la Chambre haute. Mais le Président peut aussi démissionner, ce qu'a fait Boris Eltsine le 31 décembre 1999, six mois avant l'expiration de son mandat, pour favoriser l'accession de son « dauphin », Vladimir Poutine, à la magistrature suprême.

Le Président est le garant de la Constitution, des droits et libertés de l'homme et du citoyen ; il peut annuler les actes du gouvernement qui leur sont contraires et suspendre les effets des actes des organes exécutifs qui les violent. Il est aussi le chef suprême des armées et, à ce titre, il approuve la doctrine militaire, proclame l'état de siège ou l'état d'urgence sur tout ou partie du territoire, forme et préside le Conseil de sécurité, organe chargé d'élaborer ses décisions en matière de protection des intérêts vitaux du pays.

Il détient également un pouvoir de nomination (et de révocation) étendu qu'il exerce seul dans certains cas, ou le plus souvent avec l'une ou l'autre des chambres de l'Assemblée fédérale. Seul, il choisit les membres de son administration et nomme les juges fédéraux ; avec l'accord de la Douma, il nomme le Premier ministre et le gouverneur de la Banque centrale et, avec celui du Conseil de la Fédération, les juges de la Cour constitutionnelle (juridiction supérieure chargée de veiller à la conformité de tous les actes à la Constitution fédérale), les présidents de la Cour suprême (compétente pour les affaires civiles, pénales et administratives) et de la Cour supérieure d'arbitrage (compétente pour les litiges économiques), ainsi que le procureur général, chargé de veiller au respect de la légalité sur tout le territoire et dans tous

les domaines du droit. Le Président a également besoin de l'accord de cette assemblée pour révoquer le procureur général et celle-ci peut le lui marchander : Boris Eltsine a dû revenir trois fois à la charge auprès de la Chambre haute pour obtenir la nomination d'Alexeï Iliouchenko et tout autant pour destituer Iouri Skouratov de cette fonction. Cette prérogative de nommer les magistrats peut remettre en cause le principe de l'indépendance de la justice.

Enfin, le Président exerce un pouvoir de contrôle sur le gouvernement, et tout d'abord sur sa composition. On a vu que le choix du Premier ministre lui appartient, même s'il est soumis à l'accord de la Douma. Il en est de même pour la nomination des ministres, dont la candidature, proposée par le chef du gouvernement, doit être acceptée par lui. En outre, certains ministères dits d'autorité (défense, sécurité, affaires intérieures et étrangères, prévention des catastrophes naturelles, etc.) sont placés sous son autorité directe. Le Président peut aussi se séparer de son Premier ministre quand il l'entend et, au cours de son dernier mandat, Boris Eltsine l'a fait à quatre reprises en l'espace d'une année. Sa tutelle s'exerce aussi sur l'activité du gouvernement, dont il peut présider les travaux. Bien que, selon la Loi fondamentale, cet organe ait pour fonction d'exercer le pouvoir exécutif — élaboration du budget, mise en œuvre d'une politique unique dans différents domaines stratégiques (finances, monnaie, crédit, administration de la propriété d'État, action sociale et culturelle, défense et maintien de l'ordre) —, il l'accomplit en se conformant aux orientations fondamentales déterminées par le Président et à ses décrets.

Enfin, la prééminence présidentielle se manifeste également dans les rapports avec la Douma. La procédure d'investiture du Premier ministre désigné est très encadrée pour éviter la vacance de l'exécutif ou l'instabilité ministérielle. La Chambre basse doit examiner sa candidature dans le délai d'une semaine à compter de sa présentation ; après trois rejets, le Président nomme le Premier ministre, dissout la Douma et fixe de nouvelles élections. C'est certainement cette menace de dissolution qui a poussé cette assemblée à accepter la candidature de S. Kirienko en avril 1998. La Douma peut certes exprimer sa défiance au gouvernement, qu'elle le fasse de sa propre initiative ou parce qu'il pose la question de confiance, mais la censure doit être votée à la majorité de ses membres, et le Président n'est pas obligé d'en tenir compte. Si la Douma réitère sa défiance dans les trois mois, le Président déclare le gouvernement démissionnaire ou dissout la Chambre basse. Enfin, le chef de l'État peut intervenir dans l'activité législative du Parlement en opposant son veto aux textes qu'il a adoptés, mais cela ne fait que ralentir le processus de leur adoption. Pour contourner les lois auxquelles il est hostile, le Président dispose de l'arme des décrets, obligatoires sur tout le territoire, et dont Boris Eltsine a abondamment usé.

Le pouvoir représentatif

L'Assemblée fédérale, organe représentatif et législatif, est constituée de deux chambres formées selon des modalités propres et ayant des compétences différentes. La Chambre basse, ou Douma d'État, compte 450 députés élus, comme le dispose une loi spécifique, pour moitié à la proportionnelle et pour moitié au scrutin majoritaire uninominal. Les 225 premiers étaient présentés, jusqu'à la réforme de 2001, par les partis, les blocs électoraux ou les associations enregistrés auprès du ministère de la Justice, alors que les 225 autres pouvaient également se présenter sans étiquette. Ce mode de répartition a souvent été accusé de favoriser l'atomisation du paysage politique, malgré l'instauration d'un seuil de représentativité de 5 % des suffrages des électeurs ayant pris part au scrutin.

Signée le 12 juillet 2001, la loi sur les partis (et non plus sur les associations) en visant à resserrer l'éventail politique, impose des contraintes plus sélectives à la compétition électorale : les formations doivent désormais justifier de plus de 10 000 adhérents, être représentées dans plus de la moitié des sujets de la Fédération, et ne plus servir les intérêts catégoriels ; en contrepartie, elles reçoivent des fonds publics si elles ont recueilli au moins 3 % des votes.

Le Conseil de la Fédération, ou Chambre haute, qui représente les intérêts des 89 sujets de la Fédération, compte deux représentants par entité fédérale, soit 178 membres. Son mode de désignation a également varié depuis la première législature : constitué d'élus au suffrage universel direct en 1993, il était formé, depuis la loi de décembre 1995, des présidents des assemblées législatives et des chefs des exécutifs des sujets de la Fédération (présidents de république ou gouverneurs de région, ces derniers devant tous être élus à la fin de 1996 alors qu'ils étaient jusqu'alors nommés). La loi du 5 août 2000 a porté un coup à l'influence des leaders régionaux : désormais le représentant du pouvoir législatif est élu par l'organe représentatif régional pour toute la durée de sa législature, tandis que le représentant de l'exécutif est nommé par le chef de ce pouvoir pour un mandat égal au sien, sauf décision contraire de l'organe représentatif adoptée à la majorité des deux tiers.

Le découpage territorial

Comme l'URSS, la Fédération de Russie est un État multinational regroupant des entités politiques qui ne jouissent pas toutes du même statut.

Aux subdivisions strictement administratives – 49 régions (*oblast*), une région autonome (Yevreyskaya) et 6 territoires (*krai*) –, il convient d'ajouter les subdivisions ethniques – 21 républiques autonomes, 10 territoires autonomes – plus deux villes, Moscou et Saint-Pétersbourg, qui possèdent un statut de ville fédérale et forment des districts administratifs séparés.

Les 21 républiques autonomes sont : la république des Adyghés (*Adygeya*, capitale Maykop), la république de l'Altai (*Altay*, capitale Gorno-Altaysk), la Bachkirie (Bachkortostan, capitale Oufa), la Bouriatie (*Buryatiya*, capitale Ulan-Ude), la Carélie (*Kareliya*, capitale Petrozavodsk), le Daghestan (Dagestan, capitale Makhachkala), l'Ingouchie (*Ingushetiya*, capitale Nazran'), la Kabardino-Balkarie (*Kabardino-Balkariya*, capitale Nal'chik), la Kalmoukie (*Kalmykiya*, capitale Elista), la république de Karatchaïvo-Tcherkessie (*Karachayevo-Cherkesiya*, capitale Cherkessk), la Khakassie (*Khakasiya*, capitale Abakan), la république des Komis (*Kirovskaya*, Komi, capitale Syktyvkar), la république des Maris (*Mariy-El*, capitale Yoshkar-Ola), la Mordovie (*Mordoviya*, capitale Saransk), l'Ossétie du Nord (*Severnaya Osetiya-Alaniya*, capitale Vladikavkaz), l'Oudmourtie (*Udmurtiya*, capitale Izhevsk), la république de Sakha (ou Iakoutie, capitale Yakutsk), la république des Tatars (ou Tatarstan, capitale Kazan'), la Tchétchénie (*Chechnya*, capitale Grozny), la Tchouvachie (*Chuvashiya*, capitale Cheboksary), et la république de Touva (*Tyva*, capitale Kyzyl).

Les 10 territoires autonomes (*avtonomnyy okrug*) sont : le territoire des Bouriates d'Aguinskoïe (*Aginskiy Buryatskiy*, capitale Aginskoye), celui des Bouriates d'Oust-Ordynski (*Ust'-Ordynskiy Buryatskiy*, capitale Ust'-Ordynskiy), des Dolgano-Nenets du Taïmyr (*Taymyrskiy*, capitale Dudinka), des Evenks (*Evenkiyskiy*, capitale Tura), des Iamalo-Nenets (*Yamalo-Nenetskiy*, capitale Salekhard), des Khantys-Mansis (*Khanty-Mansiyskiy*, capitale Khanty-Mansiysk), des Komis-Permiaks (*Komi-Permyatskiy*, capitale Kudymkar), des Koriaks (*Koryakskiy*, capitale Palana), des Nenets (*Nenetskiy*, capitale Nar'yan-Mar), des Tchouktches (*Chukotskiy*, capitale Anadyr').

Constituées selon des critères ethniques, les républiques et les territoires autonomes ne possèdent pas tous le même degré d'autonomie au sein de la Fédération.

Les républiques, auxquelles la Constitution de 1993 a reconnu le droit d'adopter leur propre Constitution, sont celles qui jouissent de la plus grande autonomie, même si les compétences des gouvernements mis en place localement restent limitées. Le pouvoir fédéral y est parfois remis en cause : après la dissolution de l'URSS, ces républiques ethniques, à l'exemple des républiques fédératives de l'Union, ont souvent réclamé leur indépendance. Cas extrême, la Tchétchénie a proclamé unilatéralement son indépendance et refusé de signer le traité fédéral, déclenchant des représailles économiques (1992) et militaires (1994) de la part de Moscou ; le cessez-le-feu signé au printemps 1996 a mis momentanément un terme au conflit, mais le problème reste entier puisque les Russes ont reconnu la souveraineté de la république au sein de la Fédération. Le Tatarstan, république dotée d'importantes ressources naturelles et située sur le passage des grands axes de communication (oléoducs, gazoducs, voies ferrées) de première importance pour Moscou, a lui aussi refusé de signer le traité fédéral et a demandé, après la tenue d'un référendum en 1992, son indépendance ; la signature d'un accord de partage des pouvoirs avec la Fédération en 1994 a là encore mis provisoirement en suspens les velléités sécessionnistes.

Quel fédéralisme ?

À la fin de 1991, la Fédération de Russie, qui prenait la suite de la RSFSR, était menacée par des forces centrifuges qui firent craindre qu'elle ne connaisse le sort de l'URSS. Le nouvel État héritait en effet d'une organisation territoriale complexe, comprenant des entités en principe de rang équivalent, mais définies selon des critères différents : administratif pour les unes, ethnique pour les autres. S'inspirant de l'exemple des républiques fédérées soviétiques, poussées par leurs propres mouvements nationaux, incitées également à «prendre autant de souveraineté qu'elles pourraient en avaler» par Boris Eltsine qui entendait s'affranchir du pouvoir central soviétique, les républiques autonomes de la RSFSR, fondées sur le deuxième critère, s'engagèrent dans une surenchère dans le but d'obtenir des prérogatives institutionnelles renforcées, voire, comme le Tatarstan et la Tchétchénie, d'imposer un ordre où elles seraient la source principale de souveraineté, et non plus la Fédération.

Désireux de calmer le jeu, Boris Eltsine, alors en conflit avec son Parlement, multiplia les concessions, notamment financières. Le Traité fédéral (31 mars 1992), signé par toutes les républiques à l'exception du Tatarstan et de la Tchétchénie, leur fit la part belle alors qu'elles étaient minoritaires en termes de territoire et de population : il leur conférait «la plénitude du pouvoir d'État (législatif, exécutif et judiciaire) à l'exception des attributions déléguées aux organes fédéraux». Cette «fédération asymétrique» incita les autres composantes à revendiquer un alignement de leur

statut sur celui des républiques ou à marchander des avantages. Dans un double mouvement, les autorités fédérales tentèrent alors de reprendre la main : la Constitution de 1993 réaffirma la souveraineté de la Fédération sur l'ensemble du territoire, le principe de l'intégrité territoriale et de l'unité du système du pouvoir d'État, mais aussi l'égalité des 89 sujets de la Fédération (21 républiques, 6 territoires, 49 régions, deux villes d'importance fédérale — Moscou et Saint-Pétersbourg —, une région autonome et 10 districts autonomes). Sans pour autant supprimer l'asymétrie, puisque les républiques ont une Constitution alors que les autres entités n'ont qu'un statut.

Plus, en souscrivant au cas par cas des traités bilatéraux pour délimiter la répartition des compétences et les sphères de responsabilités relevant de la compétence conjointe (cette méthode, inaugurée en 1994 avec succès pour faire rentrer le Tatarstan dans l'espace juridique commun, a été appliquée à 42 sujets de la Fédération), les autorités fédérales ont instauré un fédéralisme contractuel, «à la carte», qui, certes, maintient l'intégrité du territoire, mais incite les pouvoirs régionaux à faire jouer les rapports de force pour élargir leurs droits. Pour ce qui est de la Tchétchénie, le pouvoir central choisit de la ramener par les armes dans la Fédération, une première fois avec la guerre de 1994-1996 qui se conclut par la promesse de négocier son statut dans les cinq ans, et une deuxième fois, avec la guerre commencée en 1999.

Pourtant, le pouvoir central ne s'est pas fait faute d'affirmer son autorité sur les exécutifs régionaux. Au lendemain du putsch raté de 1991, Boris Eltsine est revenu au système de nomination des chefs d'administration. Pour les contrôler, il a placé auprès d'eux des représentants plénipotentiaires relevant directement de lui (les «émissaires présidentiels»). Et si, en 1995, il avait accepté que les gouverneurs soient élus au suffrage universel direct, comme les présidents de république, leur conférant par là même une légitimité démocratique, la loi lui a donné la possibilité de les sanctionner, voire de les révoquer (cette procédure a toutefois été modifiée en 2004 par Vladimir Poutine, les gouverneurs étant désormais désignés par les parlements locaux sur proposition du Kremlin). Par ailleurs, à partir de 1996, il a étendu aux républiques l'institution de ces représentants plénipotentiaires. Néanmoins, cet interventionnisme présidentiel, tout comme les limites posées par la Cour constitutionnelle, n'ont pas empêché les pouvoirs régionaux de prendre de plus en plus de liberté avec l'ordre constitutionnel, notamment dans les domaines législatif et fiscal.

Dès son intronisation, le président Poutine s'est fixé pour objectif de lutter contre les «féodalités régionales» et de renforcer la «verticale de l'exécutif», sans passer par une révision de la Loi fondamentale, longue et difficile. Tout d'abord, il s'est employé à amoindrir la toute-puissance des chefs des exécutifs régionaux en s'attaquant à la connivence qu'ils avaient fini par établir avec les émissaires présidentiels : un décret du 13 mai 2000 redécoupe le territoire en 7 districts fédéraux, coïncidant à peu près avec les 7 régions militaires, et met à leur tête des représentants plénipotentiaires rattachés à son administration et intégrés au Conseil de sécurité. Leurs missions : assurer la mise en conformité de la législation régionale avec le droit fédéral et restaurer la hiérarchie des normes ; soustraire les administrations fédérales déconcentrées à l'emprise des gouverneurs. Puis, il s'attache à affaiblir le statut des chefs d'exécutif régionaux, notamment en modifiant la formation du Conseil de la Fédération (loi du 5 août 2000). Simultanément, il a resserré sa tutelle sur les assemblées et les responsables de région (loi du 29 juillet 2000) : le Président peut, sous certaines conditions, obtenir la dissolution des organes législatifs et destituer les chefs d'exécutif.

Néanmoins, pour ne pas s'aliéner les élites régionales, il a assorti ces mesures de concessions. La première, plus formelle que réelle, a été de créer un lieu de concertation consultatif — le Conseil d'État — où siège la totalité des ex-membres de la Chambre haute. Mais surtout, il permet désormais aux chefs d'exécutif régionaux d'exercer un contrôle sur les pouvoirs locaux, alors que la loi du 28 août 1995, posant les bases de l'auto-administration locale, avait strictement limité cette possibilité. Si une telle concession peut contenir l'affrontement entre ces deux niveaux de pouvoir, elle ne va guère dans le sens de la stricte séparation du pouvoir d'État des sujets de la Fédération et de l'auto-administration locale.

La défense nationale

La Fédération de Russie a hérité de l'armée soviétique, considérée, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, comme l'une des plus puissantes du monde. En 1998, elle comptait environ 1 700 000 hommes. Ses effectifs devaient passer, en vertu des objectifs fixés par le chef de l'État, d'ici la fin de 1998, à 1 200 000. Une réforme de l'armée, dont les grandes lignes ont été approuvées par Boris Eltsine le 9 juin 1997, prévoyait de ramener le nombre de divisions de 31 à 15 ou 18 en 2000 et de réorganiser les huit régions militaires du pays en «commandements opérationnels et stratégiques » (OSK) et en «commandements territoriaux opérationnels» (OTK). Une réduction des effectifs du personnel civil de la défense devrait le faire passer de 600 000 à 300 000. Depuis l'automne 1997, les troupes de missiles stratégiques (RVSN), les systèmes antimissiles de la défense anti-aérienne (VRKO-PVO) et les forces spatiales (VRS) ne forment plus qu'une seule unité. À terme, l'armée russe ne devrait conserver que trois (infanterie, marine,

troupes spéciales et aériennes) des cinq armes qu'elle compte aujourd'hui.

Dotée d'un arsenal très important, quoique souvent obsolète (le ministre de la Défense Igor Rodionov affirmait en février 1997 «qu'il était à la tête d'une armée en décomposition» et que l'état de délabrement de l'armée était tel que la Russie ne pourrait bientôt plus assurer la sécurité de son arsenal nucléaire), l'armée russe est aujourd'hui en crise. Elle ne constitue plus, comme par le passé, un «État dans l'État», véritable caste dont les membres bénéficiaient de salaires élevés et de nombreux privilèges ; au contraire, la dissolution du pacte de Varsovie (juillet 1991), puis celle de l'URSS, ont renvoyé en Russie des milliers de militaires, dont beaucoup sont depuis en situation de déclassement social. Selon des statistiques officielles publiées à la mi-1997, 29 % des officiers vivaient en-dessous du seuil de pauvreté et 61 % reconnaissaient éprouver des difficultés matérielles. Incertains de leur avenir, souvent confrontés à la corruption de leurs supérieurs et abandonnés par une administration qui ne distribue de maigres soldes qu'avec retard, les militaires sont souvent en proie à une grande démoralisation. Et entre 1995 et 1996, les taux de suicides chez les officiers et les sous-officiers auraient augmenté respectivement de 10,7 % et 38,1 %.

La Russie a conservé des bases militaires dans certains pays de la CEI et participe à l'occasion à des opérations de maintien de la paix à ses frontières, comme au Tadjikistan ou en Géorgie. Le problème des structures et des équipements disséminés à travers le territoire de l'ex-URSS, c'est-à-dire parfois sur le sol d'États devenus indépendants depuis 1991, s'est posé avec une acuité particulière dans le cas des bases de stationnement de la flotte (en particulier Sébastopol et Odessa) situées en Crimée, en territoire ukrainien. Ce différend qui a longtemps troublé la bonne marche des relations entre la Russie et l'Ukraine a trouvé une solution depuis le 31 mai 1997, date de la signature d'un traité d'amitié entre les deux pays : la Russie reconnaît la Crimée en tant que possession de l'Ukraine, laquelle laisse la jouissance des 4/5 de la flotte et des arsenaux à la Fédération.

Société

On ne peut guère rendre compte de l'ampleur des bouleversements qui ont secoué la société russe dans les deux dernières décennies du XX^e siècle à travers le seul prisme de l'hypothétique effondrement du communisme et du passage à de nouvelles règles politiques et économiques. Parmi les apprentissages que la population russe a dû subir, ceux des lois du marché et des mécanismes électoraux ne sont que les changements les plus perceptibles à l'œil occidental. Elle a dû surmonter bien d'autres chocs. Ainsi, après avoir vécu dans l'idée qu'elle servait une superpuissance, elle s'est vue soudain appartenant à une nation assistée — aux yeux de beaucoup, contrôlée — par les organisations monétaires internationales. Décrétée homogène à l'époque soviétique, la société a soudain découvert des déchirures jadis occultées : à la *pax sovietica* ont succédé les tensions interethniques, et la rhétorique de la production socialiste et de la classe ouvrière triomphante a cédé la place à une représentation du monde du travail en employeurs et employés, ces derniers étant désormais en position de faiblesse. Et ce, tandis que les médias projetaient dans l'espace public des maux ignorés jadis : drogue, prostitution, criminalité organisée, nouveaux riches et nouveaux pauvres.

En même temps les changements politiques et économiques ne se résument pas à une simple inversion des signes, la démocratie remplaçant le totalitarisme, le capitalisme l'économie planifiée, et le quotidien tragique l'harmonie sociale. Bien des évolutions ne sont en effet pas univoques : s'il est indiscutable, par exemple, que les Russes jouissent aujourd'hui de davantage de liberté de pensée, il est également vrai que pour beaucoup d'entre eux les libertés de choix concrets ont été réduites, celle notamment de se déplacer dans un pays immense à l'heure où le coût des transports a littéralement explosé.

Les repères sont donc tous brouillés et les problèmes identitaires sont un thème lancinant pour les citoyens russes d'aujourd'hui qui doivent repenser, entre autres, leur place dans la communauté nationale et internationale, dans le monde du travail, dans la filiation des générations.

Être russe

L'identité nationale russe a été mise à mal dès la période de la *perestroïka* (dans la deuxième moitié des années 1980, dans l'URSS de Gorbatchev), lorsque la levée des interdits a débouché sur la relecture du passé soviétique. La dénonciation du système a très vite généré au sein même de la société russe une image dévalorisante d'elle-même. Certains se mirent à considérer le peuple russe comme un peuple mutilé, dépouillé, de par les pratiques économiques soviétiques aberrantes, d'une grande partie de ses savoir-faire (les contre-performances dans le domaine agricole

purent, dans ce cadre, être expliquées par la «dépayssanisation» de cultivateurs collectivisés malgré eux), ou ayant acquis des caractéristiques pernicieuses (la société serait devenue une population d'assistés faisant semblant de travailler pour un État faisant semblant de s'occuper d'elle) ; comme un peuple décapité également, le pouvoir ayant tué l'élite traditionnelle de la société pour la remplacer par une élite servile — les apparatchiks d'une bureaucratie incompétente. D'autres, réfutant la division en victimes et bourreaux, attribuaient à la société dans son ensemble une part de responsabilité dans la genèse du système stalinien, le peuple russe ayant finalement eu les dirigeants qu'il méritait. Quelques-uns pourtant perpétuaient l'image d'une société héroïque, rempart contre la barbarie et la dégénérescence occidentales. Cet affrontement des mémoires, glorieuses et honteuses, avant même l'irruption des vrais changements économiques et politiques et des modifications sociales qui en découleraient, est la première grande déchirure de la société postsoviétique et l'a fragilisée à l'aube des grandes réformes.

Une tension majeure de ces premières années de l'ère post-soviétique, avant que les bouleversements ne prennent forme, opposa les tenants de la «voie spécifique russe» qui considéraient la société russe comme radicalement singulière et donc réfractaire aux solutions inventées à l'étranger (tel le principe majoritaire des démocraties, substituant du quantitatif à ce qui serait une vision qualitative de la démocratie russe) et ceux qui appelaient de leurs vœux une «normalisation» de la Russie, un retour au sein des nations civilisées avec le renoncement à ce qu'ils qualifient de goût aventureux, et malheureux, des expériences sociales.

Dans la foulée des premiers changements institutionnels profonds et des convulsions qui les accompagnèrent (rappelons l'issue sanglante du conflit qui opposa pouvoirs exécutif et législatif en octobre 1993), un nouveau thème apparut : les nouveaux dirigeants se caractérisaient par leur «néo-bolchévisme» ; comme leurs prédécesseurs de 1917, ils appliquaient des théories livresques de façon aveugle, et étaient, par exemple, aussi systématiques dans l'application des privatisations que le pouvoir soviétique l'avait été dans la collectivisation. Bref, l'histoire russe bégayait, répétant sans fin les mêmes erreurs.

Au fil du temps néanmoins, au fur et à mesure que l'État russe subissait quelques camouflés sur la scène internationale et que la situation économique se dégradait, le sursaut patriotique l'a emporté, la focalisation sur l'Histoire a cédé la place à la rêverie sur l'Éternel russe, et l'on a vu fleurir les tentatives de reconstruction d'une fierté nationale. Le président Eltsine lui-même alimenta ce courant en lançant un concours pour la création d'une nouvelle «idée russe», appelée à assurer la mobilisation de la société, à l'image du rôle qu'était supposé jouer l'idéal du «self made man» pour la société américaine. La société se vit donc tendre un miroir plus flatteur. On régénéra notamment le thème de la vocation messianique de la Russie, mettant dorénavant en exergue, non plus son rôle de guide des Peuples, mais sa vocation eurasiennne de pays-pont entre deux continents, détenant à ce titre les clefs de l'avenir du monde. Mais l'effet dynamisant de ces productions de l'esprit a été limité sur une société par ailleurs absorbée par les difficultés quotidiennes et s'adonnant de plus en plus, en réaction, à la nostalgie. Nostalgie d'un passé plus ou moins proche, soviétique ou tsariste, selon les cas, souvent réinventé, voire folklorisé, comme on peut le constater dans les nombreux îlots de patriotisme régional, qui réanime des traditions locales supposées appartenir à un passé bienheureux. Pratiques salutaires sans doute pour un orgueil national bafoué, mais peu propices à la reconstitution d'une identité nationale globale.

Néanmoins la réconciliation nationale est en marche. L'anniversaire de la révolution d'octobre, un temps supprimé comme fête chômée, a été réintroduit comme «fête de l'entente nationale». L'adoption en décembre 2000 des nouveaux symboles étatiques marque un pas dans la reconquête de l'identité nationale comme dans la volonté de concilier les diverses sensibilités : le drapeau tricolore renvoie à la Russie d'avant 1917, le blason (l'aigle bicéphale) à celle de Pierre le Grand, tandis que l'hymne national assure, par sa mélodie, la liaison avec l'époque soviétique, et montre par ses paroles, légèrement rénovées, la distanciation par rapport à cet héritage.

En marge du système institutionnel, la religion orthodoxe a été également investie des fonctions d'emblème national. Il y a eu d'abord, dans la Russie de la deuxième moitié des années 1980, après les longues années d'interdit, un véritable engouement pour la religion, perçue, aux antipodes d'un totalitarisme alors abondamment dénoncé, comme symbole de miséricorde et de spiritualité. La vague de religiosité fut à cette époque alimentée également par l'intérêt porté au passé tsariste, qui proclamait l'union indestructible entre orthodoxie et esprit national. Les églises se sont remplies, puis l'Église a envahi la scène publique. Le pouvoir politique a pris à cœur de montrer sa présence aux grandes manifestations religieuses, puis il a associé, publiquement, les dignitaires de l'Église orthodoxe aux grands moments politiques (comme la passation de pouvoir entre les présidents Eltsine et Poutine). Mais ces gestes ne sont pas en rapport avec la capacité réelle de ralliement de l'institution ecclésiale. D'une part parce que la collusion entre pouvoir religieux et pouvoir politique a renforcé les vieilles fractures qui existaient au sein de l'Église orthodoxe et l'a donc fragilisée, frayant la voie à de nombreux groupements religieux sectateurs. D'autre part parce que, sans compter les athées et les agnostiques, la Russie compte 20 millions de musulmans avec lesquels il importe de préserver la

Le lien social

Après la fin de l'empire soviétique ensanglantée par les conflits interethniques (comme la véritable guerre que se sont livrée Azéris et Arméniens à propos du Haut-Karabakh), on pouvait en effet beaucoup craindre une « balkanisation », un éclatement de cet État russe avec ses 110 nationalités, qui n'avait existé que comme empire, et guère comme État-nation. On se mit, dans la langue, à faire la distinction entre le Russe ethnique (*russskij*) et le Russe-citoyen de l'État russe (*rossijskij*).

Mais la grande peur des années 1990 fut, dans le contexte de décomposition économique et sociale générée par les réformes, l'irruption de la violence massive, le retour du *bunt* ancestral, ces grandes explosions qui, telle la révolte de Pougatchev sous Catherine II, ont marqué à plusieurs reprises l'histoire nationale. Finalement, le pays aura traversé les années les plus douloureuses de la transition, marquées notamment par la crise des impayés et des salaires non versés, sans mobilisations massives.

Certains voient là une marque de la légendaire patience du peuple russe, de sa capacité d'endurance. Mais, par delà les lectures psychologisantes, l'absence de mouvements sociaux d'ampleur est souvent expliquée par l'atomisation de la société, due à la rupture des liens de solidarité. En même temps, les enquêtes sociologiques font apparaître que les référents identitaires privilégiés aujourd'hui sont les micro-groupes (famille, voisinage, collègues de travail) où, justement, s'exerce la solidarité. L'apparente contradiction se comprend si l'on considère que les Russes s'identifient à des entités concrètes (collègues, parents...) alors que l'identification à des groupes sociaux abstraits, et les solidarités catégorielles qui en découlent, est en quelque sorte bannie aujourd'hui, à cause de l'usage qui en a été fait naguère dans la rhétorique soviétique de la lutte des classes, à cause également de l'opacité qui caractérise le système social aujourd'hui.

La structuration sociale est en effet difficilement lisible. L'importance accordée à la classe moyenne dans les médias et les discours traduit, plus qu'une réalité, un désir : besoin d'une stabilité que garantirait l'existence d'une couche de possédants, qui, à la différence des prolétaires décrits par Marx, auraient quelque chose à perdre et ne se laisseraient donc pas séduire par les sirènes de la révolution. Il est délicat par ailleurs de quantifier la différenciation sociale dans la mesure où les salaires sont un indicateur peu fiable des revenus réels. Les Russes redéployent en effet à l'époque postsoviétique le sens de la débrouillardise dont ils faisaient déjà preuve à l'époque soviétique et, en dehors même de la pratique très répandue du second travail, savent troquer les biens ou services auxquels ils ont professionnellement accès contre les biens ou services auxquels leur pouvoir d'achat ne leur permet pas d'accéder (ce que l'on appelle le « marché gris »).

Mais si les statistiques, avec le chiffre de 60 % de personnes vivant au dessous du seuil de pauvreté, rendent mal compte de la situation réelle, il n'en est pas moins vrai que la société russe a découvert un phénomène étranger à la société soviétique, la grande pauvreté, et que la visibilité de la différenciation sociale est aujourd'hui très grande, et ce d'autant plus qu'elle succède à une période où l'on s'appliquait au contraire à masquer, et brouiller, la hiérarchisation. Il y a les sans-abris, jetés à la rue par la spéculation immobilière dans les grandes villes, avec les bandes d'enfants sans domicile fixe (comme dans les années 1920). Il y a la richesse tapageuse des villas des nouveaux riches. Il y a aussi le fossé grandissant entre ville et campagnes, ces dernières ayant beaucoup souffert des changements économiques. Après l'immobilisme qui avait caractérisé le système soviétique finissant, stigmatisé, de façon parlante, par le terme de « stagnation », la mobilité sociale est de retour. Un nombre significatif d'individus ont connu des ascensions fulgurantes. Inversement, des groupes se sont trouvés « déclassés », leurs savoirs-faire ne correspondant plus à une société de plus en plus envahie par les valeurs du marché : c'est le cas notamment des universitaires, des chercheurs du complexe militaro-industriel ou d'une partie de l'intelligentsia créatrice. Mais là encore, rien de systématique : au sein même de ces groupes, certains ont fait preuve d'une grande capacité d'adaptation à la nouvelle donne économique, et prospèrent.

Le tableau de la société russe actuelle est donc très contrasté. Ainsi, si la capacité d'adaptation aux changements va croissant, il en est de même, symétriquement, du sentiment d'insécurité. Insécurité qui se traduit dans la vie quotidienne, avec une augmentation de la délinquance, mais aussi au travail, avec une multiplication des accidents et un chômage croissant. Le sentiment de précarité, et la démoralisation qui en découle, se traduisent dans les chiffres de la natalité (le taux de fécondité est aujourd'hui de 1,2) mais aussi dans ceux de l'alcoolisme auquel on attribue 40 000 décès par an. Ces différents facteurs, ajoutés à la dégradation du système de santé, expliquent la chute importante de l'espérance de vie (55 ans).

Une constante des enquêtes sociologiques amène néanmoins à moduler la dimension dramatique de ce tableau de la société russe : l'écart entre l'appréciation que les personnes interrogées donnent respectivement de la situation générale autour d'elles, et leur propre situation, pour laquelle le résultat est moins négatif. Le discours serait donc plus catastrophiste que la réalité, et ce catastrophisme dominant constituerait un nouveau conformisme, dont le rapport avec la réalité serait presque aussi douteux que l'était la réalité soviétique avec sa rhétorique. Cette perception servirait également à légitimer les nombreux manquements aux règles, pratiqués par une société « en butte à l'adversité généralisée ».

L'économie de l'ombre, avec son cortège d'infractions, est en effet plus florissante que jamais. Ce phénomène ne s'explique pas seulement par la criminalisation de l'économie, et son rapport complexe avec le système mafieux. Il y a l'héritage des pratiques clientélistes de la période soviétique, auquel s'ajoutent l'instabilité politique et l'inconsistance du tissu juridique qui alimentent également la préférence pour les relations informelles, en marge des règlements, qui se retrouve à tous les niveaux, que ce soit dans les liens que tisse l'élite économique avec le pouvoir politique, ou dans les rapports qui s'établissent entre employeurs et employés.

C'est pourquoi beaucoup parlent aujourd'hui d'un nouveau « consensus négatif », reprenant une expression qui avait servi à qualifier les relations à l'intérieur de l'entreprise soviétique, administration et travailleurs fermant souvent les yeux sur leurs manquements respectifs aux règles proclamées. Si la corruption est massivement déplorée, sa pratique n'en est pas moins généralisée. Les pots-de-vin envahissent la vie quotidienne, qu'il s'agisse d'amadouer les fonctionnaires de police, d'obtenir l'exemption du service militaire ou d'aider à l'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur. Les méthodes sont plus ou moins élégantes : les « gratifications » peuvent par exemple être déguisées en signe de reconnaissance (aux médecins), ou en correctif d'un système salarial injuste (envers les enseignants). La pratique n'est pas systématique (il arrive encore que l'accès aux soins dans les hôpitaux reste gratuit). Les relations monétarisées ont néanmoins indiscutablement envahi des domaines du champ social où naguère elles n'avaient pas cours.

Une société civile introuvable

L'expression de « consensus négatif » sert également à caractériser les rapports entre le pouvoir et la société, celle-ci tolérant les écarts de celui-là, pourvu qu'il lui rende la pareille. De façon générale, la société civile tant attendue au moment de la *perestroïka* n'a pas vraiment vu le jour. L'homme russe « désétatisé » n'est pas devenu citoyen. Il apprend, bon gré mal gré, à vivre sans l'État-providence, mais il ne s'applique pas encore à contrôler l'État. Les fonctions de contre-pouvoir sont dévolues essentiellement aux lobbies et la pratique du lobbying jouit d'une image positive, y compris au sein des syndicats. L'euphorie démocratique des années 1980, ses meetings passionnés, ont fait place à l'abstentionnisme. Mais ce repli sur l'espace privé est ambigu : la dépolitisation, après la politisation tous azimuts de l'époque soviétique, reflète à la fois une conquête (le droit à l'espace privé) et une détérioration (la démobilisation est en partie expliquée par le fait que la population est engluée dans la pratique de la survie au quotidien).

De façon générale, l'ambivalence est grande. Les lois sont quotidiennement bafouées par tous, chacun appelle de ses vœux des règles. Les représentants de l'ordre sont l'objet de suspicion, les forces de l'ordre recueillent les suffrages. La population proclame à la fois son attachement aux libertés acquises et son désir d'ordre, de « main de fer »... Et elle confie, avec un soutien massif durable, au président Poutine le soin de réaliser ces désirs.

Mais il serait abusif de parler d'abdication de l'électorat. La politique semble laisser place, dans les préoccupations, au politique. Si les Russes se désintéressent de plus en plus du jeu des partis (dans lesquels ils disent ne pas se reconnaître), ils sont de plus en plus nombreux à chercher à penser ces enjeux, que sont par exemple la science ou le système éducatif.

Enfin et surtout, la première génération postsoviétique arrive à l'âge adulte. Les jeunes Russes se distinguent radicalement de leurs aînés, dont beaucoup ne sont pas sans admirer leur pragmatisme. Ils sont majoritairement sans illusion sur la démocratie à la russe, mais très confiants dans le potentiel d'une société dont le niveau de formation, et finalement l'adaptabilité, sont très élevés.

Ce n'est donc pas complètement démunie que la société russe, que l'on disait embarquée sur un bateau ivre, aborde de nouveaux rivages.

Quelle Russie pour le XXI^e siècle?

Le début des années 1990 a été la période des ruptures dans tous les domaines, la plus spectaculaire étant sans doute celle de l'édifice politique, hérité de l'ancien empire, totalement remis en cause. Devenue indépendante, la Russie est le plus vaste État du monde. Favorisée par l'étendue de son territoire et la diversité de ses richesses, elle doit cependant gérer un lourd passif. De plus, l'immensité du pays et le poids de l'héritage impérial ne facilitent pas la redéfinition d'un territoire et la reconstruction d'un État russe. Territoire hétéroclite, la Fédération de Russie est, tout comme l'URSS l'avait été, menacée dans son existence même par des forces centrifuges : un nouveau partage des compétences entre le centre et les régions s'impose. Les premiers pas du nouvel État se sont faits dans un contexte d'instabilité politique (quelle est la représentativité du gouvernement et du président ?), de crise économique et monétaire, de réformes chaotiques au coût social très élevé.

Néanmoins, en dépit de leurs ambiguïtés, les institutions de la Russie post-communiste ont évité au pays des crises majeures, même si la vie politique a connu plusieurs psychodrames. Certes, d'aucuns plaident pour un rééquilibrage des pouvoirs entre les deux têtes de l'exécutif d'une part, et entre le Président et la représentation parlementaire d'autre part. Néanmoins, jusqu'à présent, cette dernière s'est toujours inclinée devant la volonté présidentielle. Est-ce parce que les élites tant nationales que régionales ont accepté le régime que les nouvelles institutions ont consacré ?

Pour la première fois depuis la révolution de 1917, la Russie a repris le dialogue avec le monde extérieur et sollicite le concours des pays capitalistes, redevenus partenaires économiques, mais sa plus grosse faiblesse réside incontestablement dans son instabilité intérieure. Mais soucieuse de regagner une position internationale de premier plan, la Fédération a signé, en juillet 2001, un traité d'amitié et de coopération avec la Chine, le premier du genre depuis la fin de la guerre froide qui sévissait entre les deux puissances communistes. Cet accord, qui devrait modifier considérablement les rapports de force mondiaux, marque la volonté des deux États de voir émerger un « monde multipolaire » face à l'influence américaine. Dans le même temps, un accord historique mettant fin à la guerre froide était signé (2002), ratifiant la création d'un conseil permanent conjoint Russie-Otan qui devrait, à terme, mener à l'adhésion complète de la Russie à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

© Hachette Multimédia / Hachette Livre